



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE  
B.P. 365  
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME  
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4<sup>e</sup> ANNEE N° 168  
JEUDI 30 NOVEMBRE 72



POUR NOS REVENDICATIONS

POUR FAIRE CEDER LES PATRONS

# UNE SEULE VOIE : l'action résolue des masses

(EDITORIAL en page 3)



Les Kaolins (Plémet)

## Reprise victorieuse

Réunis à la maison des jeunes de Plémet, les grévistes des Kaolins ont décidé, dans leur majorité, d'accepter la reprise du travail. Ils obtiennent satisfaction sur un certain nombre de leurs revendications en matière de salaires.

Après deux mois de grève où, autour d'eux, la solidarité n'a pas été un vain mot, ils obtiennent :  
— 50 centimes d'augmentation horaire à la reprise, plus 30 le 1<sup>er</sup> février.  
— Prime de fin d'année portée de 25 à 40 % du salaire mensuel, puis 80 % l'an prochain.

Berliet (Lyon)

## Nous ne tolérerons pas l'application de la loi scélérate !

- 120 000 travailleurs débrayent dans le Rhône
- Puissante manifestation à Lyon

(article en page 4)

## Changer de gouvernement ne suffit pas Changer de majorité ne suffit pas IL FAUT CHANGER DE RÉGIME !

Dans le cadre de cette campagne, cette semaine :

- CAPITALISME, RÉGIME DU SCANDALE
- Piquet-Sanguinetti à Toulouse : QUI SE RESSEMBLE, S'ASSEMBLE

(en pages 6 et 7)

## LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE"

## POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

|                            |       |                                       |            |
|----------------------------|-------|---------------------------------------|------------|
| Des Amis Paris             | 500   | DB.                                   | 5          |
| Des camarades Allemands    | 7     | Pour le 12 pages -                    |            |
| D.B. - Soutien à H.R.      | 26,10 | Anonyme Sud                           | 20         |
| C.D.H.R. Dimitrov pour     |       | Un militaire libérable                | 1          |
| le maintien de H.R.        |       | Vive le 6 <sup>e</sup> congrès du PTA | 5          |
| à 12 pages                 | 300   | A. - Pour notre journal               |            |
| Souscription de masse      | 36,85 | à 12 pages                            | 10         |
| Un postier                 | 10    | Un étudiant T.S.                      | 5          |
| Un professeur              | 20    | Des diffuseurs d'H.R.                 | 10         |
| Un lycéen                  | 40    | Un sympathisant                       | 2          |
| Sur un marché              | 2     | Des sympathisants alle-               |            |
| Un jeune fonctionnaire     | 3     | mand de Roter Morgen                  |            |
| Un Vitrier                 | 6     | et d'H.R. - Soutien au                |            |
| Un ouvrier P 2             | 8     | Proletariat révolution-               |            |
| Un travailleur sur un mar- |       | naire Français                        | 345,60     |
| ché                        | 1     | G. - Soutien à H.R.                   | 9          |
| Un fonctionnaire M.-L.     | 5     | Un couple pour soutenir               |            |
| Un bidasse libérable       | 1     | H.R.                                  | 4          |
| W.B. - R.F.A.              | 1,80  | H.R. vaincra ! - H.C.                 | 45         |
| Pour que vive H.R. - Une   |       | G.R. - Pour l'abstention              |            |
| ancienne militante du      |       | Révolutionnaire                       | 10         |
| P.C.F.                     | 50    | C.D.H.R. Oulianov - Sou-              |            |
| H.R. vaincra ! Un militant |       | tien permanent à notre                |            |
| Stéphanois                 | 5     | presse                                | 60         |
| Anonyme, en timbres        | 10    | Un ouvrier Espagnol                   | 8          |
| Léon                       | 10    | En supplément à des                   |            |
| Soutien au journal des     |       | brochures                             | 0,70       |
| Marxistes-Léninistes -     |       |                                       |            |
| Deux camarades             | 50    | Total de la semaine                   | 1 819,20   |
| Etudiant                   | 20    | Total précédent                       | 236 989,45 |
| Sympathisants              | 0,55  |                                       |            |
| Une sympathisante H.R.     | 50    | Total général déjà                    |            |
| Un travailleur de Palais-  |       | utilisé pour le                       |            |
| seau                       | 20    | règlement des                         |            |
| Un ouvrier contre la venue |       | dettes de H.R.                        | 238 808,65 |
| de Suharto                 | 10    |                                       |            |
| Une future institutrice    | 8     |                                       |            |
| Un jeune cheminot et       |       |                                       |            |
| sa femme                   | 5     |                                       |            |
| Une future institutrice    | 3     |                                       |            |
| Un ouvrier portugais       | 1     |                                       |            |
| Un ouvrier algérien        | 5     |                                       |            |
| Un militant                | 5     |                                       |            |
| C.D.H.R. - G.T.            | 15    |                                       |            |
| C.D.H.R. N.V.T.            | 40    |                                       |            |
| Un ajusteur Aéro           | 1     |                                       |            |
| Un couple de travailleur   | 1     |                                       |            |
| Un commerçant sur un       |       |                                       |            |
| marché                     | 1,60  |                                       |            |

## SECOURS ROUGE PROLETARIEN

|                         |        |
|-------------------------|--------|
| Pour les ouvriers de la |        |
| M.G.E.N.                | 50     |
| Pour les mineurs de     |        |
| potasse d'Alsace en     |        |
| grève                   | 103,40 |
| Total                   | 153,40 |

Nous relaterons, dans notre prochain numéro, le déroulement du meeting organisé le 28 novembre par l'Association des Amitiés franco-albanaises, à l'occasion du soixantième anniversaire de l'indépendance de l'Albanie, et du vingt-huitième anniversaire de sa libération.

## De quel côté sont-ils ?

Le journal « Front rouge » que nous avons été amenés à dénoncer à plusieurs reprises dans nos colonnes vient une fois de plus d'adopter une position anti-ouvrière d'une gravité particulière.

Voici en effet ce qu'on peut lire dans le numéro 47 de ce journal à propos du recours par la direction de Berliet à la loi « anti-casseurs » contre 9 ouvriers : « Maintenant qu'il s'agit de défendre leurs privilèges d'aristocrates ouvriers, révisionnistes et réformistes appellent à l'initiative. »

Alors que pour la première

fois depuis son adoption la loi « anti-casseurs » est utilisée contre des délégués ouvriers et à travers eux contre toute la classe ouvrière, l'officine « Front rouge » qualifie les ouvriers poursuivis d'« aristocrates ouvriers », prenant position contre l'action nécessaire pour que ces poursuites soient mises en échec. La direction de Berliet ne saurait demander plus ! Une fois de plus nous appelons les jeunes trompés par « Front rouge » à ouvrir les yeux pendant qu'il en est encore temps. Attention, camarades, on vous mène dans le camp des ennemis de la classe ouvrière !

Cérémonie pour le 68<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de François Marty

A l'occasion du 68<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de notre camarade François Marty une émouvante cérémonie a eu lieu le 23 novembre dans le petit cimetière de Cabanne (Pyrénées-Orientales).

Des militants marxistes-léninistes du Sud-Ouest et du Sud-Est, des progressistes accompagnaient notre camarade Suzanne Marty qui en tant que directrice de publication de notre journal poursuit le combat de François Marty. Le camarade Alain Castan représentait « l'Humanité Rouge ».

Après le dépôt de quelques fleurs et une minute de silence, les camarades et amis de François Marty se sont séparés. Comme tous les militants marxistes-léninistes ils s'inspireront de la vie exemplaire de notre camarade François et sauront rester fidèles aux dernières recommandations qu'il nous a faites : continuer le combat pour la révolution prolétarienne et renforcer l'avant-garde marxiste-léniniste.

On notait également la présence d'une délégation du Comité Central du P.C.M.L.F.

## A une bouche de métro...

Au cours de nos fréquentes diffusions aux bouches de métro, nous avons souvent eu l'occasion de lier connaissance avec des aveugles ; une fois, l'un s'arrête dans l'escalier, et ramonte pour nous approuver dans nos mots d'ordre. Un autre va même jusqu'à nous acheter le journal, en disant qu'il se le fera lire ! Enfin, l'autre jour, une malheureuse aveugle mendiait devant un métro, et nous avons compris pourquoi, malgré leur terrible infirmité, les aveugles n'étaient pas insensibles à nos justes idées : Cette femme, digne dans son malheur, nous a montré sa carte, « son certificat de cécité » en quelque sorte, qui lui évite de se faire embarquer par les flics, et surtout le papier officiel de son allocation mensuelle : celle-ci se chiffre à... 304,16 F, en tout et pour tout. Avec cette somme, elle doit payer sa chambre, elle est seule, sans soutien, elle a 54 ans, c'est-à-dire trop âgée pour que les « fondations » pseudo-humanitaires acceptent de lui apprendre quelque activité (fabrication de paniers ou autre) et de l'aider : Ce ne serait « pas rentable », sans doute, et elle ne pourrait pas les « dédommager », d'ici sa mort, qu'elle doit attendre sans espoir. Quant à la soi-disant « charité » des curés, et à leurs quêtes du dimanche, elle n'en a jamais reçu un sou. Eh bien, camarades, c'est cette femme,

frappée par l'infirmité et la misère qui nous a dit : « Vous avez raison, ce que vous dites est juste. Continuez, et nous viendrons bien un jour à bout des Pompidou et Cie », avec presque des larmes dans ses yeux sans vie. Quand on entend ça camarades, quand on pense qu'en Chine Socialiste, l'Etat du peuple guérit chaque année des milliers d'infirmités par l'acupuncture, leur assure une vie décente et une ré-insertion totale dans la société, eh bien, on serre le poing, et le serment nous vient aux lèvres d'abattre sans merci cette société de honte et d'exploitation qui laisse craver les infirmes comme les vieux travailleurs, qui contraint certains à la mendicité pendant que d'autres s'engraissent effrontément. Cette société porte aussi le germe de sa propre ruine future, le germe de la Révolution Socialiste libératrice.

C.D.H.R. Gustave FLOURENS

N.B. — Gustave Florens, remarquable chef des ouvriers de Belleville pendant la Commune de Paris ; Blanquiste, il a été pour beaucoup dans l'assaut du ciel lancé le 18 mars par le prolétariat de Paris. Il est mort en héros révolutionnaire le 3 avril 1971, au combat contre les hordes sanglantes de Versailles, massacré à coups de sabre par un de leurs officiers.

## Entre nous soit dit...

La scène se passe au Théâtre Marigny le mardi 21 novembre devant la Conférence des Ambassadeurs. Entre en scène J. Duclos qui devant son public s'étonne que plusieurs affaires criminelles n'aient pas abouti. Ce maître en l'art de l'amalgame énumère : affaire Markovitch, affaire Ben Barka, affaire de Bruay-en-Artois et puis... enlèvement de Nogrette cadre de chez Renault. Quelques révolutionnaires en prison voilà ce qu'il faudrait pour que Duclos soit heureux et que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes.

Quant à la libération de Tramoni, assassin de Pierre Overney, pas un mot. Pensez donc, une vie de « gauchiste » comme il dit, qu'est-ce que ça vaut !

Quant à la libération de l'assassin de Marc Larvin, membre des Jeunes communistes, pas un mot ; Quant à ce qu'est devenu l'assassin de Michel Labroche, ouvrier membre du P.C.F., pas un mot. Duclos est aussi maître dans l'art des silences.

Oui, Duclos, « il y a quelque chose de pourri au royaume de France », dont vous êtes aujourd'hui un des valets.

Au Théâtre Marigny on jouait : « Les fourberies de Duclos. » Baissez le rideau !

## PRÉCISION...

Une imprécision est à relever dans l'éditorial sur l'Albanie du n° 167. Le 28 novembre marque non pas le 28<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance comme c'était indiqué par erreur, mais celui de la Libération. C'est en 1912, voici 60 ans, en effet, que l'Albanie a arraché son indépendance — bien vite remise en cause par l'impérialisme italien, puis par les nazis allemands qui furent boutés hors d'Albanie précisément le 28 novembre 1944, jour de la libération du pays.

## ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITÉ ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

## ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

| Nom     | Abonnement | ordinaire | pli fermé | de soutien |
|---------|------------|-----------|-----------|------------|
| Prénom  | 3 mois     | 20 F      | 35 F      | 50 F       |
| Adresse | 6 mois     | 45 F      | 80 F      | 100 F      |
|         | 1 an       | 92 F      | 160 F     | 200 F      |
|         | Etranger : |           |           |            |
|         | 3 mois     | 45 F      | 75 F      |            |
|         | 6 mois     | 85 F      | 140 F     |            |
|         | 1 an       | 170 F     | 280 F     |            |

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

# CLASSE CONTRE CLASSE

## ÉDITORIAL

— POUR LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS  
— POUR FAIRE CEDER LES PATRONS

## UNE SEULE VOIE : L'ACTION RÉSOLUE des MASSES!

Après les luttes splendides menées victorieusement par les ouvriers de Girosteel au Bourget, de Penarroya à Lyon, du Joint Français à Saint-Brieuc, l'« Humanité-Rouge », porte-parole de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat de France, lançait cet appel pressant à tous les travailleurs : « Saluez leurs exemples », « Organisez des grèves dures », « Occupez les usines », « Séquestrez les patrons »... Aujourd'hui, dans les larges masses laborieuses, l'écho se fait de plus en plus profond. Hier, les milliers de prolétaires des Chantiers navals à Marseille, les milliers et les milliers de cheminots, les milliers et les milliers d'ouvriers des mines de potasse en Alsace, de l'industrie chimique à Rhône-Poulenc Vitry, de l'automobile à Berliet... Demain, des milliers et des milliers de postiers, de fonctionnaires, d'employés de banque. Le murmure se fait rumeur : « les camarades du Joint, de Girosteel, de Penarroya ont eu raison ! Pour arracher nos justes revendications, il n'y a qu'une voie et une seule : la lutte unie jusqu'à ce que cèdent les patrons. Si tenaces soient-ils, nous parviendrons à leur faire rendre gorge ».

Dans l'histoire de la classe ouvrière, JAMAIS les patrons n'ont plié devant les exigences de leurs esclaves salariés sans avoir été pris à la gorge. Face aux revendications économiques, les patrons n'ont qu'une terreur, c'est que les ouvriers bloquent toute production jusqu'à ce qu'ils aient eu satisfaction. Pour se prémunir contre la puissante colère prolétarienne, les capitalistes et leur Etat disposent de tout un arsenal d'armes « légales » : ils disposent de leur police, de leur armée, de leur justice, ils fabriquent des lois multiples pour se protéger. La grève sans préavis est illégale, l'occupation des lieux de travail est illégale, les piquets de grèves sont illégaux, la séquestration d'exploiteurs est illégale, etc. TOUT CE QUI PEUT NUIRE aux capitalistes est décrété illégal. C'est en vertu de ces lois de brigands que neuf ouvriers des usines Berliet à Lyon sont inculpés : au nom de la loi scélératement appelée par la bourgeoisie loi « anti-casseurs » ! Quatorze ouvriers d'une entreprise sous-traitante sont attaqués devant les prud'hommes pour avoir refusé de briser la grève de leurs frères de classe.

La classe ouvrière face à ses exploiters ne doit appliquer qu'une seule loi : l'action unie, classe contre classe. Toute l'histoire de notre peuple travailleur est là pour illustrer cette vérité éclatante : chaque fois que la classe ouvrière a usé de sa violence de classe pour atteindre ses revendications économiques, chaque fois elle a contraint les capitalistes à céder ; chaque fois qu'elle s'en est remise aux institutions de la République bourgeoise, chaque fois qu'elle a suivi des chefs réformistes, chaque fois elle a été bernée.

Et aujourd'hui des dirigeants syndicaux, calmement et tranquillement (en apparence), viennent sans pudeur appeler les travailleurs à « mettre en veilleuse » leur juste combat revendicatif pour s'en remettre aux délégations syndicales faites chez « Monsieur le Ministre » en l'absence de toute action de masse, et surtout pour attendre patiemment les prochaines élections bourgeoises. Mais qui donc ose ainsi conseiller aux travailleurs de lâcher la proie pour l'ombre ? Qui donc ose parler de la « tension sociale » (c'est ainsi qu'il appelle la lutte de classe du prolétariat) comme d'un danger pour le bon déroulement des élections ?

Est-ce Jouhaux ou Léon Blum qui déclarent :

« ... nous réaffirmons que nous ne ferons rien qui soit de nature à perturber les élections et le déroulement de la campagne électorale » ?

Ni l'un ni l'autre : c'est Georges Ségué, le soi-disant communiste qui dirige la C.G.T. ! C'est qu'il n'hésite pas à joindre la parole à l'action ! Après l'enterrement « de première » de la grève des Chantiers navals à Marseille, des mouvements de la S.N.C.F. et de tant d'autres, voilà que ce « combattant d'avant-garde » essaye vainement de tirer les travailleurs en arrière, pleurnichant qu'il ne faut pas perturber la sérénité des élections, qu'il vaut mieux rentrer un à un dans l'isolement pour voter « programme commun », qu'il faut être patient, qu'il risque d'y avoir des provocations, que le pouvoir est malin, qu'il ne faut pas être gauchiste, etc., bref, il se dépense sans compter. L'ennui, c'est que sa camelote est avariée. Les travailleurs ont pu se rendre compte, lors de la dernière conférence de presse de Pompidou le banquier, à quel point le pouvoir monopoliste n'est pas prêt de reconnaître le résultat des urnes s'il ne lui convenait pas. Mais le plus grave n'est pas là. Le plus grave, ce qui est véritablement une trahison des intérêts du prolétariat, c'est que Ségué, appliquant la ligne révisionniste de son parti, va EXACTEMENT dans le sens des capitalistes : ceux-ci ont TOUJOURS utilisé les élections comme un moyen de briser le mouvement des masses. Combien d'élections depuis 1946 ? Combien de législatives ? Combien de cantonales ? Combien de municipales ? Combien de présidentielles ? Combien de référendums ? Pourquoi la bourgeoisie multiplierait-elle ses appels aux urnes si elle craignait un tant soit peu les résultats des consultations électorales entièrement organisées par elle ? Souvenez-vous, en juin 1968, la première manœuvre de de Gaulle pour briser le mouvement révolutionnaire des masses : un référendum, un appel aux urnes. Le peuple ridiculisa cette tentative. Mais en fin de compte, comment et avec l'appui de qui la bourgeoisie mit-elle fin à sa grande peur ? Par un vote, par l'élection d'une nouvelle assemblée. Les dirigeants révisionnistes, tout comme les capitalistes monopolistes, aimeraient bien que la lutte de classe ne sorte pas de l'isolement, car jamais la bourgeoisie n'a eu peur des élections qu'elle organise, alors que TOUJOURS elle tremblait devant les masses d'exploités unis dans l'action.

VIVE L'ACTION UNIE DES TRAVAILLEURS !

CLASSE CONTRE CLASSE POUR NOS REVENDICATIONS !

## PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

### FONDERIE FRANCO-BELGE (Melville)

Après 6 semaines de grève et 15 jours de lock out, les ouvriers ont obtenu satisfaction sur les salaires : 1 000 F, prime exclue, 7,5 % du taux conventionnel garanti à l'embauche. Ils entendent pourtant continuer la lutte sur les conditions de travail et les cadences. Leur victoire peut avoir une grande influence sur les autres usines de la vallée de la Lys, région traditionnellement sous-payée.

### TINCHEBRAY (Orne)

La totalité des 700 ouvriers des 10 entreprises locales (métallurgie, textile et bois) est en grève pour obtenir 1 000 F net par mois, le treizième mois et la révision des classifications de salaires.

### DRAGUIGNAN

Une trentaine d'ouvrières occupent depuis une semaine une usine de confec-

tion qui vient d'être achetée par la Société Confectazur.

### FOS-SUR-MER

Une nouvelle fois les chantiers de Fos ont été paralysés par la grève des 8 000 ouvriers du bâtiment qui réclament une augmentation de salaires de 15 %.

Les ouvriers du chantier de la raffinerie ESSO sont en grève illimitée depuis 15 jours, ainsi que les 120 monteurs de Babcock-Atlantique.

### JEUMONT-SCHNEIDER (Maubeuge)

Grève totale depuis trois semaines pour :

- Une augmentation des salaires de 5 %.
  - La retraite à 60 ans.
  - Le respect du droit syndical.
- La solidarité s'organise à l'échelle du département.

## Usine KODAK (Vincennes) Contre l'augmentation des cadences Action victorieuse des ouvriers

Chez Kodak, le mécontentement des travailleurs est grand.

En effet, qu'il s'agisse du refus de la direction de satisfaire nos revendications, de la détérioration de notre pouvoir d'achat, de la représentativité syndicale qui depuis deux ans est bafouée, qu'il s'agisse de l'aggravation de nos conditions de travail par le jeu des mutations arbitraires et abusives et un refus systématique de toute embauche, Kodak, fidèle reflet du C.N.P.F., nous impose une politique d'exploitation et de misère et dans la course au profit qu'il a engagé sur notre dos, il semble bien que c'est par l'accélération constante des cadences que la direction cherche à améliorer ses bénéfices déjà considérables.

Aux départements de D et du magnétique, les travailleurs ont déjà connu des augmentations importantes des rendements.

Et partout dans l'usine les chronomètres, les techniciens sont à l'affût du plus petit bouton à rajouter, de la moindre « amélioration technique » pour justifier de nouvelles accélérations des cadences.

Dernièrement, c'est 20 % d'augmentation des rendements que la direction entendait imposer au service coupe de S. 2.

Mais là, elle s'est heurtée à la résistance de l'ensemble de ces travailleurs qui, unanimement, ont décidé de réagir immédiatement.

### L'ACTION

20 % en plus, compte tenu de leurs conditions de travail extrêmement pénibles (et des rendements qui leur sont déjà imposés), c'est plus que ces travailleurs ne pouvaient supporter.

D'autant plus que les nouveaux temps n'étant absolument pas réalisables, ils auraient sorti la même production qu'avant, mais auraient perdu sur leur prime de productivité qui rentre pour une part importante dans leur salaire.

C'est pourquoi la réaction est immédiate et que dès l'annonce de ces 20 % d'augmentation des rendements, ils décident de cesser le travail et de se retrouver à la « salle des délégués » pour déterminer les suites à donner à leur action.

Deux heures de grève pour le lendemain et une baisse de la production de 75 % est décidé par l'ensemble des coupeurs, action reconductible chaque jour avec de temps en temps des arrêts de travail surprise de 24 heures, au cas où la direction

ne reviendrait pas rapidement sur ses positions.

La grève illimitée fut même envisagée, ainsi que l'organisation immédiate de la solidarité.

Finalement, c'est à la fin du deuxième jour, alors que 100 % des ouvriers de ce service étaient toujours dans l'action, que la direction céda et stoppa purement et simplement la mise en application des nouveaux temps.

Si la direction a cédé si rapidement, c'est qu'elle avait peur, compte tenu du mécontentement grandissant des travailleurs de chez Kodak, que l'action s'étende à d'autres services touchés eux aussi par les augmentations de rendement, et l'aggravation des conditions de travail.

### LES ENSEIGNEMENTS POSITIFS DE CETTE GREVE

— C'est la première fois que 100 % de travailleurs de ce service sont entraînés dans l'action et cela a aussi été un élément déterminant pour que la direction cède rapidement.

— Ces travailleurs ont fait preuve de beaucoup de détermination, d'esprit offensif et de combativité dans le déroulement de la grève, toutes les décisions ont été discutées et prises collectivement et c'est tous ensemble, lors des réunions qui les ont opposés à la direction, qu'ils ont su défendre leurs conditions de travail.

— Pour les autres travailleurs de l'usine, qui d'ailleurs suivaient de très près le déroulement de cette action, cette grève victorieuse a valeur d'exemple, car elle leur a montré qu'aujourd'hui chez Kodak, que seule la lutte est payante, et que c'est par l'action et que c'est dans l'action que l'on pourra faire reculer la direction.

— Cette grève a été soutenue, popularisée et dirigée par des délégués combattifs sur des positions de lutte classe contre classe, ayant la confiance de ces travailleurs.

Pendant près d'un an, ils ont travaillé à la réalisation de cette unité qui a été un facteur décisif dans la victoire de cette action.

Ils ont su proposer, dès le départ, des formes d'action justes, capables de mobiliser l'ensemble de ces travailleurs.

Ils ont toujours essayé que ces travailleurs prennent en main leur propre affaire dans la direction de la grève, en n'étant face à la direction que les simples porte-parole des aspirations des travailleurs.

Correspondant H.R.

# CLASSE CONTRE CLASSE

## MINES DE POTASSE D'ALSACE :

### Diffusons partout l'exemple des mineurs

Depuis le mardi 21, les négociations sont rompues sans qu'aucune date nouvelle soit fixée pour la reprise des discussions. La direction — téléguidée par le gouvernement : ne l'oublions pas, les mines de Potasse sont une entreprise nationale

#### DES DIRIGEANTS C. G. T. S'OPPOSENT A LA SOLIDARITE

Chers camarades,

Je suis tout à fait consciente de la trahison des dirigeants syndicaux, mais à chaque fois je me demande jusqu'où elle peut encore aller ! Jugez-en vous-même ! Dans notre région, l'Alsace, se déroule en ce moment une lutte de classe exemplaire, celle des mineurs de potasse de la région de Mulhouse. Ils en sont aujourd'hui à leur 5<sup>e</sup> semaine de grève. Il y a quelques jours nous avons proposé aux dirigeants syndicaux C.G.T. d'organiser dans notre usine le soutien aux mineurs des M.D.P.A. en popularisant leur lutte, en effectuant une collecte. Eh bien ! croyez-moi si vous pouvez — mais c'est l'entière vérité — ils ont refusé. D'abord en invoquant des prétextes ridicules ! Puis harcelés, acculés, ils ont fini par avouer clairement, directement que le soutien financier ça n'intéressait pas la C.G.T., que cet acte (la collecte) purement humanitaire (sic !) ne correspondait pas aux vues politiques de la C.G.T. Ce qui nous intéresse, nous C.G.T., c'est que les travailleurs d'une entreprise se mettent en grève contre leur patron, pour la satisfaction de leurs revendications.

Voilà, camarades, un aveu qui a le mérite d'être clair. Refuser et empêcher que se développe la conscience des ouvriers d'appartenir à une classe. Empêcher que le combat des ouvriers devienne le combat d'une classe, contre une autre classe, c'est-à-dire un combat politique.

Maintenir la lutte des ouvriers dans le cadre strictement économique étroit dans le cadre que la bourgeoisie elle-même nous accorde.

S'opposer à la marche de l'histoire, à la marche de la classe ouvrière vers la révolution, voilà ce que font les révisionnistes et réformistes du P. « C. » F.-C.G.T., voilà pourquoi nous disons qu'ils sont contre-révolutionnaires. Mais chaque nouvelle trahison les démasque un peu plus. Ils seront définitivement balayés et rejetés par la classe ouvrière, qui saura mener le combat jusqu'au bout, malgré tous les obstacles, sous le drapeau de son parti d'avant-garde.

A BAS LES TRAITRES !  
VIVE LA LUTTE DE CLASSE!

lisée — campe sur ses positions. Ses consignes sont claires : ne rien céder. La manœuvre politique en cours, qui consiste à tenter de démontrer aux yeux de la classe ouvrière que la lutte ne paie pas, est évidente. Elle se résume dans ces deux chiffres : les pertes subies par les mines du fait de la grève s'élevaient déjà à 30 millions alors qu'il suffit de 9 millions pour satisfaire la totalité des revendications des mineurs.

Pour marquer leur détermination de continuer la lutte jusqu'au bout, les piquets de grève ont décidé d'occuper leurs lieux de travail : une centaine d'entre eux se relaient à 700 mètres sous terre, dans des boyaux étroits et surchauffés.

Le 23 novembre, 4 000 d'entre eux — auxquels s'étaient joints 2 000 sympathisants — ont manifesté dans les rues de Mulhouse. Ils répondaient ainsi de façon éclatante aux insinuations du conseil général U.D.R. du Haut-Rhin, selon lequel une consultation de tous les mineurs donnerait une forte majorité à la reprise du travail. Une seule banderole en tête de cet impressionnant cortège : « NOUS RESTERONS DEBOUT ». Et pour bien marquer cette volonté unanime, les grévistes ont adopté

une revendication supplémentaire : le paiement des jours de grève.

La solidarité se développe à grande échelle. Des équipes de grévistes parcourent la région parisienne pour collecter auprès de leurs camarades ouvriers en expliquant leurs revendications.

Dans la région, les ouvriers des usines environnantes débrayent massivement par solidarité. A l'appel de



l'intersyndicale des Mines, ils versent une journée de salaire pour aider les grévistes en lutte depuis plus de un mois et demi.

DERNIERE MINUTE :

Les mineurs reprendraient le travail le 28 novembre, après quarante jours de grève.

## Des postiers solidaires

Chers camarades,  
Mardi soir, avec les camarades, nous avons organisé une collecte pour les mineurs de potasse d'Alsace, à la sortie du centre de tri PTT d'Austerlitz.

Nous avons deux affiches manuscrites très claires :

Solidarité avec les mineurs de potasse.

Ils sont en grève depuis quatre semaines.

Ils occupent les puits.

Ils veulent aller jusqu'au bout.

Aidons-les !

Les revendications s'arrachent par la lutte. Classe contre classe !

Toutes deux signées Humanité-

Rouge et nous reprenions le texte de la première en appelant à la solidarité. La collecte s'est faite à l'aide d'un morceau de tissu rouge. Elle a commencé à 18 h 45 et s'est terminée à 20 heures. A cette heure-là c'est environ 300 à 400 gars qui passent. Nous avons collecté 96 F ce qui correspond à 25 ou 30 donateurs environ. Dans mon service 2 camarades ont ajouté 5 F et 2,40 F ce qui porte le montant de la collecte à 103,40 F que je vous demande de transmettre, ainsi que la solidarité entière des postiers, aux mineurs de potasse en lutte pour leurs légitimes revendications.

Correspondant P.T.T.

## IDÉAL - STANDARD

### PREMIÈRE BATAILLE, PREMIÈRE VICTOIRE

(Texte du Comité de grève du Montage B)

C'EST LA TÊTE HAUTE QUE LES OUVRIERS DU MONTAGE REPRENENT LE TRAVAIL

Nous, les grévistes du Montage B, réunis le lundi 20 novembre, avons décidé à une très grande majorité d'arrêter notre mouvement et de reprendre le travail.

Voilà ce que nous avons obtenu :

1) Aménagement du travail au rendement, avec l'institution du salaire par palier qui permettra une variation des cadences de 6 % avec maintien du taux maximum. Ce système garantit également le salaire pendant 3 mois en cas de changement de rendement.

2) Accord sur le principe d'un contrôle des temps, avec une période d'adaptation et une possibilité de contestation par le personnel.

3) Pour les salaires : avec l'institution du salaire par palier une vingtaine d'ouvriers seront augmentés de 22 à 25 centimes de l'heure. Par ailleurs un certain nombre de réajustements sont accordés de 10 à 31 centimes.

4) Pour les heures de grève : paiement de 600 F dont environ 50 % seront récupérables.

5) Aucune retenue sur les congés payés et sur le 13<sup>e</sup> mois.

Bien sûr nous n'avons pas obtenu tout ce que nous demandions, mais il y a plusieurs raisons pour cela :

1) Nous sommes restés isolés dans notre lutte, et nous savions bien que ce n'était pas le Montage B à lui tout seul qui pouvait faire céder la direction sur ces revendications vitales

que sont les 50 centimes et la suppression du travail au rendement.

2) Face aux manœuvres de la direction nous n'avons pas reçu le soutien qu'il était normal, selon nous, de recevoir de la part des organisations syndicales. Seule la section C.F.D.T. a appuyé notre grève, nos revendications et l'ensemble des décisions que nous avons prises. Par contre, si F.O. et la C.G.T. sont restés neutres, la C.G.T., elle, a tout fait pour briser notre lutte. Nous avons vu les délégués C.G.T. s'acharner à tenter de nous persuader de reprendre le travail sans rien. Nous avons vu les délégués C.G.T. faire cause commune avec le patron pour s'opposer à nous.

Ce que nous avons obtenu, nous l'avons obtenu par nous-mêmes. Nos revendications, c'est nous qui les avons posées, et c'est notre grève d'un mois qui nous a permis de les arracher en partie. Car si ce n'est pas un triomphe, ce n'est pas non plus un échec. Pendant un mois, nous avons tenu tête, face à la direction générale et à celle d'Aulney, face à leurs alliés inattendus, et nous sommes fiers de l'avoir fait.

D'ailleurs la solidarité active des travailleurs d'Idéal-Standard et de toutes les usines de la région parisienne qui nous ont aidé nous a permis de continuer notre lutte. Les collectes diverses et les différents soutiens auront permis de verser 700 F à chaque ouvrier, ce qui fait avec les 600 F, 1.800 F pour un mois de grève.

Et il ne faudrait pas oublier que

c'est notre grève qui a :

— d'une part permis aux ouvriers de la Peinture d'obtenir satisfaction partiellement ;

— et d'autre part, c'est notre grève aussi qui a amené la direction générale à accorder une augmentation supplémentaire de 1,4 % au 1<sup>er</sup> novembre, à tous les horaires.

Comme quoi notre action aura, malgré son isolement, servi à l'ensemble du personnel. Aussi, c'est la tête haute que nous reprenons le travail.

Nous tenons à dire que nous ne sommes pas prêts à subir les brimades de certains qui se sont fait remarquer par un zèle particulier pendant la grève.

En luttant pendant tout ce mois nous avons montré clairement que nous en avions assez des cadences, des bas salaires et de toutes les injustices.

Et nous avons pu vérifier que ce n'est qu'en se battant de manière déterminée que nous pouvions changer notre situation. Nous espérons que notre exemple sera utile à tous.

Quant à nous, nous le disons, nous n'avons mené là qu'une première bataille et nous sommes et nous restons prêts à nous battre, mais cette fois-ci, tous ensemble. Car plus nous serons, plus nous obtiendrons.

Ce n'est qu'un début, notre combat continue...

TEXTE ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES GREVISTES LE 20 novembre 1972.

# L'ESSOR DES LUTTES DE CLASSE DANS LA RÉGION RHONE-ALPES

Chers camarades,

Cette période est riche en événements politiques dans la Loire. Les ouvriers durcissent leurs luttes à Creusot-Loire, chez Berliet (Rhône) chez Holtzer à St-Etienne. Les producteurs de lait de la région luttent pour obtenir le paiement du litre de lait à 0,68 F. Ceux de la Haute-Loire et du Rhône sont solidaires dans cette lutte. Certains ravitaillent en lait les grévistes de Creusot-Loire à l'Herme, d'autres distribuent gratuitement leur lait aux populations.

« Sans barrage, pas de courant ; sans repos, pas de mouvement ; sans destruction, pas de construction » nous enseigne le président Mao Tsé-toung. Les ouvriers et les paysans comprennent que, sans luttes, ils seront bernés. Les intellectuels révolutionnaires les appuient dans leur tâches.

Les grandes usines, Creusot-Loire, Holtzer, sont couvertes de nos affiches : « CLASSE CONTRE CLASSE », « SUIVONS LEUR EXEMPLE » !

En même temps nous diffusons massivement notre HUMANITE ROUGE parmi les populations ouvrières proches des grandes usines.

C'est une bonne vieille qui nous accueille les larmes aux yeux car elle ne peut plus payer son loyer et son pain quotidien (elle touche 290 F par mois !)

Tantôt c'est un camarade algérien qui nous parle de la trahison du P.«C.»F. pendant la guerre d'Algérie. Tantôt une mère de famille veuve qui doit élever deux enfants qui travaillent à Creusot-Loire et qui, en 1968, a compris que la ligne de la C.G.T. était plus près des patrons que de la classe ouvrière. (Après avoir organisé des divertissements dans l'usine pendant les grèves, les dirigeants C.G.T. allaient « boire le canon » comme on dit dans la Loire, avec le patron !)

Camarades de l'HUMANITE ROUGE, il serait bon pour notre travail politique que vous réalisiez une page dans votre journal sur les luttes de la Loire. A votre intention nous avons réunis les informations et coupures de presse nécessaires que nous joignons a cette lettre.

Les camarades marxistes-léninistes de St-Etienne.

## CREUSOT-LOIRE (Onzion) :

### L'OCCUPATION CONTINUE

Elle dure depuis le 3 novembre. Les ouvriers l'ont décidée pour imposer leur revendication de salaire :

— Pas de salaire horaire au-dessous de 6 francs ;

— Alignement sur les salaires de l'usine du Marais (+ 15 %) qui appartient au même groupe Creusot-Loire.

La direction riposte en faisant citer les vingt-cinq délégués devant le juge des référés pour « occupation d'usine et entraves à la liberté du travail ».

Le juge leur pose la question : « Après l'audience, reprendrez-vous l'occupation ? » Assumant leurs responsabilités, ils répondent tous par l'affirmative. Le jugement ne se fait pas attendre et prononce l'obligation d'évacuer les lieux dans les vingt-quatre heures.

Immédiatement, le comité de grève convoque l'assemblée générale des grévistes qui, à l'unanimité, décide de continuer l'occupation.

En même temps, l'intersyndicale pro-

pose les décisions suivantes qui sont aussitôt adoptées :

— Organisation de la solidarité matérielle dans toutes les usines Creusot-Loire du département ;

— Organisation immédiate de réunions d'information à Saint-Chamond, Perronnière, Assailly et Saint-Etienne pour expliquer le conflit d'Onzion ;

— Affirmation que les menaces d'une expulsion, par la force, des grévistes déclencherait une riposte immédiate des dix mille travailleurs du groupe.

Les arrêts de travail s'étendent dans la même période aux usines de Creusot, Nantes, Saint-Etienne, Tarbes, etc.

En signe de solidarité avec la classe ouvrière, des agriculteurs ont fait don aux grévistes de Creusot-Loire Onzion du lait que l'exploitation capitaliste des paysans ne leur permet pas de vendre à son juste prix. Ainsi, une fois de plus, s'est manifestée la communauté d'intérêts et de lutte entre les ouvriers et les petits paysans, conditions de leur victoire sur les exploités.

## SAINT-ROMAIN-LE-PUY :

### LUTTE VICTORIEUSE CONTRE LES CADENCES

La direction de la verrerie Saint-Gobain souhaitait augmenter, encore augmenter ses profits. Elle avait trouvé un moyen commode pour cela : diminuer les effectifs et augmenter les cadences. Le tout présenté à la saucée « réorganisation de l'entreprise ». Les ouvriers travailleraient encore un peu plus et dans des conditions encore plus pénibles et voilà tout.

Oui, mais les ouvriers de l'usine se sont chargés de faire savoir ce qu'ils en pensaient ; en décidant sur-le-champ la grève avec occupation de l'usine. La direction a répliqué en décidant le lock-out. Mais, au bout d'une semaine d'entêtement, la fabrication étant totalement arrêtée, il lui a bien fallu céder : le travail a repris et il n'est plus question de « réorganisation ».

## Éts SOCOBER (La Talaudière) :

### GRÈVE ILLIMITÉE

En avril, les ouvriers de cette usine de fabrication de chemises de moteurs avaient mené une grève victorieuse qui avait imposé la totalité de leurs revendications en matière de salaire. Mais, estimant que les décisions prises à ce moment n'avaient pas été respectées, les ouvriers de l'usine formulaient à nouveau leurs revendications :

— Revalorisation du salaire de base fixé à 6 F ;

— Maintien des salaires en cas de réduction d'horaire ;

— Réduction de la durée hebdomadaire du travail sans diminution de salaire ;

— Respect des droits syndicaux.

La direction faisant la sourde oreille, une assemblée générale des ouvriers décidait le 13 novembre de débrayer quatre heures tous les jours. La direction refusant toute nouvelle proposition, une nouvelle assemblée générale des ouvriers des ateliers concernés décidaient de ne pas reprendre le travail tant que la direction n'accepterait pas de recevoir une délégation, ce qui fut fait sans résultat. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. proposaient alors une journée de grève.

Mais c'est la grève illimitée jusqu'à satisfaction totale des revendications qui a été adoptée par l'assemblée générale des grévistes présents.

## BERLIET (Lyon) :

### Contre la loi scélérate, solidarité ouvrière

La grève chez Berliet dure maintenant depuis 9 semaines. En fait la lutte remonte à beaucoup plus loin. Depuis plus de 6 mois les débrayages, meetings, manifestations se multipliaient :

— contre l'accélération des cadences (il y a 2 ans il fallait 1.200 heures pour faire un camion, maintenant le même travail doit se faire en 900 heures !)

— pour l'augmentation des salaires et l'octroi d'une prime — non hiérarchisée — de 200 francs pour tous.

Ces luttes prenaient une telle ampleur que le P.D.G. Berliet décidait de supprimer unilatéralement les 9 heures d'informations annuelles payées : elles se terminaient régulièrement par des décisions de grève.

Inquiet de l'extension de la lutte, de la détermination des grévistes, Berliet, patron de combat s'inspire de plus en plus des méthodes fascistes en honneur à Citroën : tentative d'implantation de la C.F.T. et plainte déposée contre 9 délégués accusés de « crassitudes diverses » lorsque les grévistes avaient fait irruption au sein d'une réception que la direction offrait à des clients britanniques, à l'intérieur de l'usine.

Berliet a donc le triste privilège d'être le premier patron à traîner des ouvriers devant les tribunaux pour application de la loi scélérate « anticasseurs », en demandant l'inculpation de 9 délégués — 5 C.G.T., 4 C.F.D.T. — qui risquent de 1 à 5 ans de prison.

La riposte de la classe ouvrière lyonnaise a été impressionnante. 120.000 travailleurs de la région ont débrayé. Le matin même du procès, 20.000 travailleurs se rassemblaient pour un puissant meeting de protestation où la colère ouvrière s'est vigoureusement exprimée.

La manifestation s'est dirigée vers le palais de justice où une pétition comportant 100.000 signatures recueillies en quelques jours dans les usines, sur les chantiers, les marchés, fut remise au Président du tribunal.

Autour de la foule des ouvriers de Berliet, se pressaient les banderoles des usines Rhône-Poulenc, Ugine-Kuhlman, de la manufacture de tabac, des P.T.T., des usines textiles. Tous scandaient d'une seule voix : « A bas la répression ! » « Acquittez nos camarades ! »

De toute la France les témoignages de solidarité ne cessent d'affluer.

L'après-midi la foule des ouvriers emplissait la salle d'audience. Un nouveau meeting se tenait sur les marches mêmes du palais de justice, au cours duquel le délégué du syndicat CGT Berliet, se faisait l'écho d'une juste position classe contre classe, affirmait, au nom de tous les travailleurs présents :

« Nous voulons faire savoir à la direction, aux pouvoirs publics, que nous ne tolérerons pas l'application de la loi scélérate ».

A bon entendeur salut !

## DISTRIBUTION DE LAIT dans un Quartier Populaire de Lyon

Mercredi 15 et jeudi 16 novembre, c'est la grève du lait dans la Loire et le canton de Condrieu (du Rhône), qui touche la Loire. Pas de lait de ramassé.

Les producteurs en grève interceptent un camion de ramassage qui traverse « indûment » le territoire de grève.

Deux solutions : vider le lait ou le porter aux travailleurs urbains. La troisième solution : laisser passer le camion, n'était pas concevable.

Après s'être concertés rapidement, les producteurs des cantons de Pélussin (Loire) et Condrieu (Rhône) décident de ne pas gaspiller ce lait et de le distribuer aux familles d'un quartier populaire de Lyon. Les contacts sont pris avec une Association de quartier de « La Duchère » où résident beaucoup de travailleurs obligés de calculer au plus juste pour les fins de mois.

En quelques heures l'affaire est montée. Et le 16, en après-midi, les

1.500 litres de lait sont distribués gratuitement ; les producteurs l'ont décidé ainsi. Seule est organisée une petite collecte pour payer la journée du chauffeur de camion.

« Le Progrès », grand quotidien régional, a retenu l'aspect folklorique de l'opération. Mais, dans le tract remis aux consommateurs, les producteurs et l'Association de quartier dénoncent les bénéfices des patrons laitiers, la publicité de plus en plus chère, les marges des grandes surfaces, etc. Ils disent enfin :

« Le vrai problème pour les producteurs de lait et les travailleurs des villes, c'est d'avoir un revenu qui nous permette de vivre décemment. Les patrons cherchent à nous opposer. Pour résister à ces manœuvres, il faut que les paysans et autres travailleurs s'informent de leurs problèmes et arrivent à lutter ensemble. »

Extrait de « Vent d'Ouest » numéro 33.

Pendant ce temps, le dernier numéro du journal local du P.«C.»F. de Saint-Etienne : « Regards sur Saint-Etienne », appelle à...

vente géante de brioches pour la souscription du Parti et ne consacre pas une seule ligne aux grandes luttes en cours dans le département !

# Changer de gouvernement ne suffit pas, changer de majorité ne suffit pas

# IL FAUT CHANGER DE REGIME ! (2)



## capitalisme, régime de scandale

A l'approche des élections, les dossiers ont été classés, les affaires étouffées. Le temps jettera le voile de l'oubli, pense-t-on en « haut lieu ». C'est là faire bien peu de cas de la mémoire des travailleurs de notre pays, de l'écoeurement que provoque en eux cette société.

Ces derniers mois ont été l'occasion pour de nombreux travailleurs de ressentir l'injustice de cette société. D'un côté, eux qui travaillent durement pour de maigres salaires, qui connaissent des privations continues, qui sont méprisés parce qu'ils n'ont pas d'argent alors que ce sont eux et eux seuls qui produisent les richesses.

En face, des députés, ministres et autres qui trafiquent, mènent la grande vie, tiennent le haut du pavé, donnent des ordres, reçoivent des honneurs. Combien de travailleurs n'ont-ils pas senti la colère monter devant ces choses-là ?

Les scandales de toutes natures se sont succédés durant plus d'une année et constituent une des caractéristiques de la période que nous vivons.

Est-ce à dire pour autant qu'il s'agit de quelque chose de nouveau ?

### DE NAPOLEON III A POMPIDOU

Qu'on y regarde de près et on verra qu'il n'en est rien. L'histoire de ces cent dernières années est faite d'une montage de scandales.

Le règne de Napoléon III fut celui des trafics immobiliers. Qu'on lise par exemple « La curée » d'Emile Zola et on sera frappé en constatant la ressemblance entre les escroqueries immobilières de l'époque et celles d'aujourd'hui.

La III<sup>e</sup> République, ce fut l'affaire Stavisky et bien d'autres. Les plus anciens s'en souviendront.

La IV<sup>e</sup> République, ce fut l'affaire des vins et celle des piastres. Quant à la V<sup>e</sup> République, dès ses débuts, elle vit éclater des scandales. Cette énumération suffit à montrer que les scandales sont la règle en régime capitaliste.

La V<sup>e</sup> République est dans la suite normale des choses.

### DE LA FRAUDE FISCALE AU PROXENETISME

En un an, à peu près tous les aspects de l'affairisme, de la corruption ont été étalés. Trafics immobiliers mettant en cause des députés, un ministre. Fraude fiscale, pots de vin, trafic de drogue, proxénétisme, tout y est passé. Ministères, députés, préfets, police, services secrets, O.R.T.F., U.D.R., tous les organes du pouvoir ont mis à jour leur corruption. Les pratiques scandaleuses sont de règle et non pas accidentelles comme on voudrait nous le faire croire.

### MEME CAUSE, MEMES EFFETS

La corruption, les mœurs pourries ne sont pas le fait de tel ou tel gouvernement. Ils sont le produit du système dans lequel nous vivons : le capitalisme. Cette société repose sur la recherche du profit maximum. Thiers, l'assassin de la Commune, déclarait aux capitalistes : « Enri-

chissez-vous ! », Pompidou leur déclarait il y a quelques années : « Faites des profits ! ». A cent ans d'intervalle, le mot d'ordre reste le même.

En régime capitaliste, tout est marchandise. Ainsi que le déclarait Karl Marx dans « Le manifeste du Parti communiste » : la bourgeoisie « a noyé les trissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité à quatre sens dans les eaux glacées du calcul égoïste ».

Tous les moyens sont bons pour faire des profits. A sa recherche effrénée correspond l'égoïsme le plus forcené. Aucune considération morale ne saurait arrêter les exploités. Le capitalisme est le terrain sur lequel poussent tous les crimes.

La corruption est dans la logique de ce système. Elle en est le produit. Quel que soit le gouvernement d'un tel régime, le scandale ne peut que continuer. Tant que la loi du profit reste maîtresse, le cortège des scandales se poursuit.

Il ne sert à rien d'être indigné par les scandales si on ne veut pas s'attaquer à leur cause. C'est se s'attaquer les yeux à la façon des autruches.

### SCANDALES : SIGNE DES TEMPS

Si les scandales ne sont pas en eux-mêmes quelque chose de nouveau, il n'en est pas moins vrai que leur ampleur, les proportions qu'ils prennent n'avaient jamais été atteintes. C'est là un signe des temps. Elles témoignent de l'état de putréfaction dans lequel est ce régime.

Parlant de l'impérialisme, Lénine le qualifiait de stade suprême du capitalisme et le caractérisait en particulier par son parasitisme et sa putréfaction. Les scandales de tous ordres de ces derniers mois sont une manifestation de la putréfaction du capitalisme en France. A leur manière, ils illustrent sa marche vers son effondrement.

### JUSTICE DE CLASSE

Ces scandales ont jeté une lumière crue sur la justice bourgeoise. On nous dit que la justice est la même pour tous, que la justice est indépendante de l'argent et du pouvoir, mais que voit-on ?

D'un côté : des députés trafiquants, des ministres escrocs, des policiers proxénètes, libres !

De l'autre : En 1968, une mère de neuf enfants, vivant dans une misère que des millions de travailleurs connaissent, fit un chèque sans provision d'un montant de 75 francs. Et cela pour s'acheter une paire de lunettes. Cette mère de famille travaillait le jour comme dactylo et le soir venu comme femme de ménage. Neuf enfants, c'est dur de les élever, surtout lorsqu'on est seule.

Des juges la condamnèrent à quatre mois de prison. Oui, vous avez bien lu, quatre mois de prison pour 75 francs ! Les gendarmes vinrent à la maison l'arracher à ses enfants pour la jeter en prison. Neuf enfants sans leur mère, une mère en prison pour 75 francs.

C'est dur lorsqu'on a 14 ans de savoir que sa mère que l'on aime est en prison. Ça fait très mal à un cœur d'enfant, si mal qu'on peut souhaiter mourir. Et un des neuf enfants de

Mme Hurier s'est tué. Une mère courageuse qui se donnait tant de peine pour que ses enfants deviennent des hommes, des juges qui se vautrent dans le luxe, qui ne savent pas ce que veut dire le travail, et ils ont osé la jeter en prison ! Ça, la justice ? Une justice qui jette les mères en prison et fait mourir les enfants. Une justice au service de l'argent, c'est la justice du capital !

« Accident regrettable », nous dit-on. Eh bien non, ce n'est pas un « accident ». Cette justice n'a qu'un rôle et un seul : défendre la bourgeoisie, assurer le maintien de son pouvoir. Elle est faite pour ça. Des exemples, il y en a à la pelle.

En décembre 1970, un vieux ouvrier de l'usine Ferodo à Condé-sur-Noireau était jeté à la rue par la direction. Aussitôt, des centaines d'ouvriers renaient quatre directeurs pour que leur camarade soit réintégré. Ils manifestaient ainsi ce qu'il y a de plus beau : la solidarité ouvrière.

Le 10 novembre 1972, un tribunal a condamné dix ouvriers de chez Ferodo à des peines allant de trois mois de prison avec sursis à un mois de prison avec sursis pour avoir défendu leur frère de classe.

Berliet : Une usine où plusieurs ouvriers sont morts parce que la direction ne respecte pas la sécurité. Des ouvriers interrompent un gueuleton de leurs exploités. Ils sont poursuivis au titre de la loi « anticasseurs » et vont comparaître devant un tribunal.

Les tribunaux sont les tribunaux des exploités et il en sera ainsi tant que durera le capitalisme. Les lois sont faites pour protéger le capital, pour assurer le maintien de la dictature bourgeoise contre le peuple.

### DES ASSASSINS EN LIBERTE

Cette justice est pleine de clémence pour les assassins d'ouvriers, pour les hommes de main du capital : l'assassin de Marc Lanvin : libre ; l'assassin de Pierre Overney : libre ; et on pourrait allonger la liste. Ces assassins et la justice ont le même but, jouent le même rôle : ils sont au service du capital, au service des exploités.

Et il faut ajouter la grâce infâme accordée par Pompidou au nazi Touvier. Assassin de patriotes, il est aujourd'hui libre et jouit des richesses qu'il a accumulées par ses crimes. Ces vers de Paul Eluard nous viennent aux lèvres :

*Les femmes d'Auschwitz, les petits enfants juifs, les terroristes à l'œil juste, les otages Ne pouvaient pas savoir par quel hideux miracle La clémence serait ardemment invoquée.*

*Il n'y a pas de pierre plus précieuse Que le désir de venger l'innocent. Il n'y a pas de ciel plus éclatant Que le matin où les traitres succumbent.*

*Il n'y a pas de salut sur la terre Tant que l'on peut pardonner aux bourreaux.*

Dans la France du capital, le scandale est pourtant présent. Car le scandale même c'est le capitalisme, l'exploitation des masses par une poignée d'individus. Tant que durera le capitalisme, durera le scandale.

### LA FRANCE CAPITALISTE EN QUELQUES CHIFFRES

• 5 % des Français détiennent 67 % des biens qui sont propriété privée.

• Près de 6 millions de travailleurs gagnent moins de 1 000 francs par mois. Soit 1 travailleur sur 3.

• Près de la moitié des travailleurs gagne moins de 1 200 francs par mois.

• En 1970 : 109 080 « accidents » du travail. 2 268 morts !

• Il y a à l'heure actuelle entre 800 000 et 1 million de chômeurs toutes catégories comprises.

• Durée hebdomadaire moyenne du travail : 44,5 heures.

• 48 % des Français seulement partent en vacances.

• En octobre, les prix ont augmenté de 1 %. Une hausse des prix de 10 % ou plus pour l'année est à prévoir.

• En 3 ans, 115 % de hausse des transports.

• Il y a moins de 6 places en crèche pour 10 000 habitants.

• 2,5 millions de vieux travailleurs doivent « vivre » avec 12 francs et moins par jour.

• En 11 ans, le montant de l'impôt sur le revenu a été multiplié par 6.

• Toutes les 12 minutes, une exploitation agricole disparaît.

• Officiellement, entre 300 000 et 400 000 paysans ont un revenu inférieur au S.M.I.C.

Ce sont là quelques chiffres qui montrent la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

### Piquet-Sanguinetti à Toulouse :

## QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE

Le type des débats « Face à face » que le gouvernement a si libéralement organisé à la télévision dans sa préparation de la mascarade électorale de mars prochain, semble si bien tromper son monde que finalement il ne manquait plus au cirque qu'un chapiteau pour que le spectacle soit complet. C'est sûrement ce qu'ont dû penser ensemble Piquet, membre du bureau politique du P.«C.»F., et Sanguinetti, député U.D.R., figure de proue de la réaction fascisante. Aussi, d'un commun accord, ils ont organisé un débat public contradictoire sur leurs politiques au Palais des Sports de Toulouse. La formule est nouvelle.

### COMME LARRONS EN FOIRE

Vraiment, de mémoire de travailleur, la chose ne s'était jamais vue. Qu'un dirigeant « communiste » discute du programme révolutionnaire avec un représentant avéré de la pire des réactions, qu'un Sanguinetti, représentant du capital, palabre avec un marxiste, il y aurait de quoi surprendre. Pourtant, c'est bien ce qui s'est passé. Le meeting préparé de concert, les frais supportés à moitié, une affiche publicitaire commune placardée sur toute la ville : une collaboration parfaite !

### LES GRANDES MANŒUVRES ELECTORALES

Quelle aubaine pour le réactionnaire Sanguinetti de s'adresser directement à un public inespéré ! Quelle magnifique manœuvre pour donner le change et se présenter, comme un libéré, respectueux du jeu démocratique. Pour le P.«C.»F., l'opération devait servir de tremplin pour lancer son nouveau leader régional parachuté de Paris, lequel, issu de la nouvelle vague révisionniste, capable de reprendre en main une région en perte de vitesse. Et pourquoi pas, à l'occasion, grignoter l'électorat gaulliste ? Quand on sait que Sanguinetti et Piquet se présentent dans la même circonscription, avec le leader de la vieille social-démocratie, Savary, et le responsable national de la Ligue trotskyste, Ben Saïd (quelle brochette !), ça promet.

### UNE FAUSSE OPPOSITION UN ASSAUT DE DEMAGOGIE,

Bref, le vendredi 17 au soir, il y avait foule qui se pressait au Palais des Sports, pour bon nombre adhérents et sympathisants du P.«C.»F., rassemblés pour la claqué, une minorité de gaullistes et pas mal de curieux. Comme à la télévision (quel exemple ne donnerait-elle pas ?), le débat s'engagea sur la scène, donnant à tour de rôle la parole à l'un et à l'autre. Et chacun y est allé de son couplet : Sanguinetti de sa « société post-industrielle », « de la troisième voie du gaullisme entre socialisme et capitalisme », des mérites et des succès du gaullisme, de ses bienfaits pour la nation, même s'il reste quelques imperfections (les travailleurs ont apprécié !)... Piquet de son Programme commun de gouvernement, de l'Unité de la gauche, seule alternative à la politique de l'U.D.R....

N'a-t-on pas entendu Sanguinetti déclarer à Piquet : « Vous êtes un adversaire et pas un ennemi », « vous êtes sincère et honnête », « j'aime les vrais marxistes », « si j'avais été en Russie en 1917, je me serais engagé dans la Garde rouge ! » (sic)...

Et Piquet de faire assaut de civilités et de politesses à son égard, tout en se bornant à demander comme impératif de « notre société moderne » le partage des décisions politiques pour le peuple, à l'exclusion d'une poignée de « gros industriels ». Jusqu'où ne mène pas l'électoralisme !

### UNE MYSTIFICATION

En fin de compte, qui a été le gagnant de la joute oratoire ? Piquet à l'applaudimètre ? Non, assurément, le seul vainqueur, c'est la bourgeoisie capitaliste qui doit se réjouir et le remercier tous deux. Que son représentant direct ait été un peu malmené, passe. L'essentiel est que la machine à illusions électoralistes fonctionne et que les ouvriers rêvent sur elles. Que son véritable pouvoir en sorte masqué, ainsi que ses véritables intentions, et sa fascination pourra continuer en dehors du circuit parlementariste. C'est là un impératif d'autant plus pressant que la bourgeoisie redoute l'essor révolutionnaire des luttes ouvrières. Car la réalité est que la hausse des prix s'accélère, que le chômage augmente et que les travailleurs s'engagent dans la lutte classe contre classe, la seule issue.

Vraiment, il faut que le Parlement-croupion de la V<sup>e</sup> République bourgeoise soit discrédité pour en venir à de telles initiatives : tenter de faire entrer directement les masses dans le feu parlementaire : voilà le sens de ce débat.

La vérité est que la lutte des classes n'est pas un spectacle. Ce n'est pas au volume d'applaudissements qu'elle se règle, ni au nombre de bulletins de vote ni de députés, mais en fin de compte comme nous l'enseigne l'expérience historique, par la violence ; car ce que les travailleurs trouvent en face d'eux chaque fois qu'ils luttent pour leurs revendications, pour leur travail, pour leur vie, c'est la violence contre-révolutionnaire des patrons et de l'appareil de l'Etat bourgeois. Comme nous l'ont enseigné Marx, Lénine, Staline et au-

jourd'hui Mao Tsé-toung, ce n'est seulement qu'en brisant par la violence cet appareil que les ouvriers et le peuple pourront se libérer du joug du capital et instaurer le socialisme en établissant leur pouvoir révolutionnaire : la dictature du prolétariat. Et la voie pour en arriver là, ce n'est pas de palabrer aimablement sur une scène avec les pires représentants de la bourgeoisie.

### NOUS NE SOMMES PAS DUPES

Car Sanguinetti est un fasciste de première bourre. N'est-ce pas lui qui demanda que Geismar soit fusillé ? Ne s'occupe-t-il pas de la commission de « Défense nationale » si soucieuse de préparer la contre-révolution armée ? D'ailleurs, n'a-t-il pas déclaré au meeting « que Pompidou était à la présidence de la République pour quatre ans encore ». Des mots qui pèsent lourd.

Avis aux réviso-réformistes. Et ce n'est pas le « jeune loup » révisionniste Piquet qui n'a aucune honte à se commettre à ses côtés et à blanchir ce triste personnage qui nous le fera oublier. D'autant que certains aspects de son « programme commun » ne sont pas pour déplaire à un Sanguinetti : ne stipule-t-il pas l'interdiction des partis et organisations préconisant la juste violence révolutionnaire comme moyen pour renverser le pouvoir du capital et instaurer le socialisme ? Cela, l'U.D.R. l'a déjà fait en 1968 en interdisant le P.C.M.L.F. et d'autres organisations révolutionnaires ! Là-dessus, à n'en pas douter, Sanguinetti et Piquet sont d'accord. C'est bien le fond de leur collusion contre-révolutionnaire et la raison de ce débat qui en a fait un si éclatant étalage. Les actes du service d'ordre P.«C.»F. pendant le meeting à l'encontre d'un de nos camarades le montre éloquentement.

*Comme tout un chacun pour assister au match, je me présente à l'entrée du Palais des Sports. A l'entrée un service d'ordre P.«C.»F., nombreux et pressant, filtre les arrivants. Avant de faire un pas à l'intérieur, on me fouille ! Indigné, surpris (mais sans trop) je vais m'asseoir sur une travée avec un ami. Le service d'ordre du P.«C.»F. surgit aussitôt, me fouille une deuxième fois, pousse les gens de part et d'autre et me place deux mètres de chaque côté qui surveillent mes moindres gestes. On me dit que c'est une décision du*

*« Parti » ; on me promet l'élimination prochaine des « gauchistes » ; « Vous êtes payés par les Renseignements Généraux » (et Sanguinetti, que le service d'ordre protègeait, par qui est-il payé ?). Comme je m'en vais, on nous raccompagne jusqu'à la sortie ; « On a deux maoïstes, qu'est-ce qu'on en fait » demandent-ils avant de nous lâcher. Bien sûr, quand le représentant de la bourgeoisie est sur la scène, qui donc le service d'ordre doit-il surveiller, sinon les révolutionnaires ?*

— Un camarade.

## A « ARMES ÉGALES » MÊME OBJECTIF

Le 22 novembre, nous avons assisté à l'épouvantable farce d'« Armes égales » à la télévision : Deferre-Faure... tout un programme... Présentation de Deferre. Année 64 : l'incroyable lancement commercial de M. « X » dans la presse bourgeoise ; puis interviews de Ferniot, d'un « socialiste »,... et d'un dirigeant de la ligue « communiste » !... ce dernier sans doute, pour apporter l'avis des Révolutionnaires !

Deferre répondant à une question sur la raison de son engagement politique : « J'aime la bataille », et un de ses valets continue : « Il a du caractère... il aime pas perdre... même sur son volier, il aime gagner », des arguments « socialistes » ! Et « le Proença » ? — « Je n'en suis pas propriétaire » déclare Deferre, « actionnaire seulement... avec ma sœur... nous l'avons eu de mon beau-frère ». Quelle magouille ! Heureusement Ferniot est là pour nous rappeler que Deferre est un SOCIALISTE !

Passons sur Edgar Faure et ses cheminement de la droite à la « gauche »,... carrière rentable pour son portefeuille.

On apprend au passage que Faure a préparé la reconnaissance de la Chine ! Merci Edgar ! La farce continue et pour la seconde fois, la ligue « communiste » apparaît sur l'écran en la personne de Krivine !

Et puis le débat : Deferre regrette que l'U.D.R. empêche le brave

Faure de s'exprimer et d'ailleurs il le pousse lui-même plusieurs fois, à exposer sa politique.

Et puis un comble ! Deferre vante les mérites de la politique de la R.F.A. envers les immigrés. Ce régime raciste où les immigrés sont dépourvus de droit de grève, de droit de parole, du choix du métier et du logement...

Et puis à Faure : « Je vous ai souvent applaudis ». Et l'autre de lui rappeler leur passé de grande copinerie en ajoutant : « Je pense que nous nous retrouverons et vous comprendrez en profondeur ce que je veux dire... »

Enfin la farce se termine... presque : on nous apprend que la bourgeoisie offre la parole, une fois encore aux trotskystes !

### KRIVINE LE MOIS PROCHAIN A « ARMES ÉGALES » !

Le trotskysme lancé à la télé, sur les écrans de cinéma, dans les livres d'éditions bourgeoises, le trotskysme à tort et à travers... une opération politique tellement rentable pour certains...

Il est temps de démasquer, ces imposteurs, valets du P.«C.»F., alliés de la bourgeoisie que celle-ci cherche à faire passer pour l'avant-garde révolutionnaire et au service desquels, elle met tous les moyens d'expression.

Un lecteur d'H.R.

## Le milliard restitué aux peuples africains et malgache

## A QUI PROFITE LA "GÉNÉROSITÉ" DE POMPIDOU ?

Lors de son récent voyage en Haute-Volta, Pompidou a annoncé, le 22 novembre, que son gouvernement annulait une partie de la dette contractée par les pays africains liés à l'impérialisme français par des accords dits de « coopération ». Le montant de cette dette, si généreusement transformée en « don de la France » par le philanthrope bien connu qu'est Pompidou, s'élève à 1 milliard de francs (nouveaux).

Dès l'annonce de cette nouvelle, les politiciens chauvins, racistes et fascistes de l'extrême-droite se sont empressés d'enfourcher leur vieux canasson et de clamer « Halte au pillage et au gaspillage ! » — car, pour ces messieurs, ce n'est pas la France, vieille puissance colonialiste, qui pille l'Afrique, c'est l'Afrique qui pille la France !

Mais certains travailleurs peuvent se laisser impressionner par le montant de la remise de dette (au demeurant taxé par Pompidou lui-même de « négligeable » pour l'économie française) et se dire : « pourquoi tant de générosités à l'égard des autres alors que nous avons des salaires de misère, qu'il faut nous battre sans cesse pour avoir quelques augmentations compensant à peine la hausse des prix... ? »

Ces camarades travailleurs doivent être éclairés sur ce que représente le milliard de Pompidou et sur le sens de son « geste ».

## LE PILLAGE DE L'AFRIQUE

Depuis plus d'un siècle, l'impérialisme français pille les richesses des peuples africains et malgache. Hier, il les maintenait sous le joug colonial. Aujourd'hui, ce pillage a pris de nouvelles formes, plus « subtiles », et se cache sous des accords de « coopération » passés entre l'ancienne puissance coloniale et des Etats prétendument « indépendants » — en fait extrêmement

contrôlés sur tous les plans, politiques, économiques, militaires (voir par exemple la sale guerre du Tchad).

Pompidou lui-même, qui oublie parfois d'être démagogue, remarquait tout crûment dans un discours prononcé à l'Assemblée Nationale en juin 1964 :

« En fin de compte, et tout au moins pour l'essentiel, la politique de coopération est la suite de la politique d'expansion de l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, qui s'est marquée par la création ou l'expansion de vastes empires coloniaux ».

En Afrique, les monopoles français exploitent dans des conditions privilégiées (très bas salaires, privilèges commerciaux, etc.), principalement les secteurs miniers et agricoles : ils rapatrient de ces pays des profits fabuleux, volés sur le dos des travailleurs et paysans africains.

Pour que ces monopoles accroissent encore leur production donc leurs profits, les Etats africains doivent investir. Par exemple ils doivent construire des routes et des voies ferrées entre les mines et les ports et les aéroports. (La dette « remise » par Pompidou concerne justement des prêts accordés pour ce genre de choses). Or, ces pays n'ont pas d'argent pour investir, puisque l'impérialisme français leur prend tout. Alors la France, « généreuse », leur « consent » des prêts (publics ou privés) — qui, rappelons-le, ne serviront qu'à améliorer la situation de ses propres monopoles en Afrique. Ou bien à acheter des biens ou des services à d'autres monopoles français. Car le pays « aidé » doit obligatoirement acheter, avec l'argent reçu, des marchandises au pays donateur, le plus souvent au-dessus du prix du marché mondial. Les monopoles français réalisent ainsi un bénéfice supplémentaire. Puis, le pays africain

« assisté » doit rembourser cet argent, en y ajoutant les intérêts très forts, car l'impérialisme français a un caractère usuraire très marqué, comme le notait déjà Lénine dans « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ».

C'est pourquoi la « dette » des pays africains à l'égard de la France ne cesse de croître — et, lors des remboursements, l'Etat français empêche un profit supplémentaire représenté par les intérêts du prêt.

## LE VOLEUR RESTITUE UNE PARTIE DE SON BUTIN

C'est ainsi plusieurs milliards que la France vole chaque année aux pays africains et malgache. En annulant un milliard sur la dette de ces pays, la France restitue d'une main une infime partie de ce qu'elle vole de l'autre.

Supposons, par exemple, que sur les 200 milliards (nouveaux) que l'Etat français volera aux travailleurs, en 1973, sous forme d'impôts, Giscard d'Estaing, pris d'un soudain accès de « générosité », en restitue un. Chaque travailleur recevra quelques billets de 10 F, mais Giscard gardera un gros magot de 199 milliards, pour assurer la perpétuation du système capitaliste. Nul ne songerait à louer sa « générosité » — mais, au contraire, chacun serait en droit de dire : « il faut nous rendre tout ce que tu nous as volé ! »

Ainsi, ce milliard de francs ne représente pas de l'argent appartenant à la France et dont la France ferait don aux pays africains : ce n'est qu'une infime partie de l'argent volé aux peuples africains et malgache.

## POURQUOI CETTE SUBITE « GÉNÉROSITÉ » ?

La démagogie ne suffit pas à expliquer le geste de Pompidou. Il a des raisons plus profondes, politiques et économiques.

Politiques : Pompidou tente de désamorcer la volonté d'indépendance qui grandit chez les peuples africains et malgache, volonté que même les Etats « assistés » sont amenés à traduire. C'est ainsi que le général Eyadema, président du Togo, a réclamé nettement à Pompidou une modification de la parité du franc C.F.A. avec le franc français, dans un sens plus équitable,

et une véritable convertibilité du franc C.F.A. Pompidou, surpris par cette revendication inattendue, a répondu par la menace !

C'est tout le problème de la « zone franc », instrument de l'impérialisme français, qui est ainsi posé. Nul doute que ces signes d'indépendance qui se multiplient inquiètent la France.

Economiques : Les conditions de prêts consentis par la France deviennent de plus en plus draconiennes pour les pays africains. Ces dix dernières années, les remboursements et les intérêts que ces pays devaient verser à la France ont augmenté en moyenne de 15,7 % par an. Les remboursements constituent chaque année 75 % de ce qui est reçu à titre d'« aide » : c'est-à-dire que lorsque un pays africain reçoit 100 F, il doit restituer 75 F pour rembourser des dettes antérieures !

Le paiement des dettes ruine l'économie de ces pays. Par exemple, lorsque le Togo exporte 100 sacs de cacao, 25 à 30 sont expédiés pour payer la dette et les intérêts.

Les économistes les plus officiels ont calculé que si la progression des remboursements se poursuivait, en 1977, les Etats africains devraient rembourser plus que ce qu'ils reçoivent à titre d'« aide ».

En 1977, quand un pays africain recevra 100 F d'aide, il devra restituer 121 F pour paiement de dettes !

Il est clair qu'à ce rythme, les pays africains ne pourront plus payer. Or il faut qu'ils payent, c'est ce qui intéresse la France impérialiste. On comprend mieux alors la valeur du geste de Pompidou. Elle est parfaitement décelée même par un journaliste bourgeois comme Philippe Simonnot, qui écrit dans *Le Monde* du 24 novembre :

« Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prévoir qu'à ce rythme nombre de pays du tiers-monde seront bientôt acculés à la faillite. Aussi mieux vaut accomplir dès aujourd'hui un geste de « générosité » plutôt que d'être obligé d'accepter demain un moratoire ».

La classe ouvrière et les travailleurs de France ont donc le même ennemi que les peuples africains et malgache : le capitalisme monopoliste français. Ils doivent lui porter ensemble des coups mortels, pour que disparaisse à jamais cette classe d'exploiteurs qui étend ses tentacules avides bien au-delà de nos frontières.

## A L'OPPOSE DE L'IMPERIALISME :

## Les principes que la Chine observe dans son aide à l'étranger

1. Le gouvernement chinois observe invariablement le principe de l'égalité et de l'avantage réciproque dans son aide à l'étranger. Il ne la considère jamais comme une aumône, estimant que l'aide est toujours mutuelle.

2. Dans son aide à l'étranger, le gouvernement chinois, respectant strictement la souveraineté des pays bénéficiaires, n'assortit cette aide d'aucune condition ni ne réclame aucun privilège.

3. Le gouvernement chinois apporte son aide économique sous forme de prêts sans intérêt ou à bas intérêt ; en cas de besoin, il proroge le délai du remboursement afin d'alléger autant que possible les charges des pays bénéficiaires.

4. Par son aide à l'étranger, le gouvernement chinois vise non pas à placer les pays bénéficiaires sous la dépendance de la Chine mais à les aider à s'engager graduellement dans la voie qui leur permettra de développer une économie indépendante en comptant sur leurs propres forces.

5. Les projets de construction entrepris par les pays bénéficiaires avec l'aide du gouvernement chinois sont, dans la mesure du possible, ceux qui, pour un minimum d'investissements, produisent de prompts résultats et cela pour permettre aux gouvernements des pays bénéficiaires d'accroître leurs revenus et d'accumuler des fonds.

6. Le gouvernement chinois fournit, aux prix du marché mondial, les meilleurs équipements et matériaux de sa production. Au cas où lesdits équipements et matériaux ne seraient pas conformes aux spécifications et à la qualité convenues, le gouvernement chinois prendra sur lui de les remplacer.

7. Quelle que soit l'assistance technique fournie à l'étranger par le gouvernement chinois, il fera en sorte que le personnel des pays bénéficiaires puisse maîtriser pleinement cette technique.

8. Les experts envoyés par le gouvernement chinois dans les pays bénéficiaires pour aider à l'édification vivront dans les mêmes conditions matérielles que les experts des pays en question, et ne seront autorisés à formuler aucune demande spéciale ni à jouir d'aucune commodité particulière.

## Ecoutez les radios révolutionnaires

## TIRANA

Heures de Paris Long. d'onde en m.

6 h .....  
16 h .....  
17 h ..... sur 31 et 42 m ;  
19 h .....  
21 h .....  
22 h ..... sur 31, 42 et 215 m ;  
23 h 30 ..... sur 31 et 41 m.

## PÉKIN

Heures de Paris Long. d'onde en m.

19 h 30 - 20 h 30 .. sur 45,7 ; 42,5 ;  
20 h 30 - 21 h 30 .. sur 45,7 ; 42,5 ;  
21 h 30 - 22 h 30 .. sur 42,5 ; 45,7 ;  
22 h 30 - 23 h 30 .. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



# MÉFAITS ET CRIMES DU CAPITAL

## Défendons nos frères immigrés

Villeparisis :

## FEU SUR LES JEUNES

### NON A L'EXPULSION DE SAÏD BOUZIRI

Saïd Bouziri, un employé tunisien, devait quitter le territoire français le 12 novembre, ainsi que sa jeune femme enceinte, Faouzia, parce qu'il s'était présenté en retard pour le renouvellement de leurs permis de séjour.

En réalité Saïd avait été arrêté plusieurs fois pour avoir manifesté son soutien à la Révolution Palestinienne !

Refusant cette mesure arbitraire, Saïd et Faouzia engagent une grève de la faim, à l'église St-Bernard-de-la-Chappelle. Saïd s'explique : « Moi, Saïd Bouziri ai entamé une grève de la faim le dimanche 5 novembre, pour protester contre le refus de séjour qu'on a signifié à ma femme (enceinte de 6 mois) et à moi-même le 26 octobre, à la préfecture. Je suis en France depuis 6 ans et je travaille. Je fais cette grève aussi pour dénoncer les conditions faites aux travailleurs immigrés, comme à Aubervilliers (il y a environ 3 semaines) où des cafés ont été mitraillés, (2 travailleurs arabes blessés) ou à Suresnes (il y a une semaine) où des travailleurs arabes sont expulsés de leurs foyers par des hommes de main venant de l'U.N.I.C.V., protégés par la police. L'an dernier plusieurs travailleurs arabes ont été assassinés par des racistes (Djellali-Arczki à Lyon... sont des noms encore bien vivants dans notre mémoire.) Je fais cette grève de la faim pour le droit au travail et à la vie. Je sais que je ne suis pas seul ! »

Le jeudi 9, des flics font irruption dans le local des grévistes, pistolet au poing « interpellant » 4 personnes solidaires de la pro-

testation de Saïd ; l'une d'elle, Sélim, travailleur arabe, se verra frappé d'un arrêt d'expulsion pour... « non respect de la neutralité politique pour les étrangers résidant en France » !

Pour les travailleurs arabes de Barbès, la Goutte-d'Or, Belleville, etc., la protestation de Saïd devient le symbole de la lutte contre les actes, attentats et lois racistes (Fontanet). Par exemple, à St-Bernard, les travailleurs immigrés sont venus dénoncer divers faits racistes sur un cahier de doléances.

Devant la mobilisation des travailleurs français et immigrés et d'autres anti-racistes, Marcelin a cédé ! (première victoire) : on accorde à Saïd une prolongation de séjour, renouvelable tous les mois... à condition qu'il « se conduise bien » ; sa femme obtient une prolongation d'un an mais non renouvelable ; Sélim reçoit un télégramme annulant son expulsion.

Le dimanche 19, un rassemblement au métro La Chapelle a réuni plusieurs centaines de personnes, concrétisant la mobilisation des travailleurs français et immigrés, dans leur lutte commune contre le racisme, pour mieux assurer le droit au travail et à la vie de nos frères immigrés.

*Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !  
Unité à la base et dans l'action  
contre le pouvoir fascisant !*

P.S. Un comité pour la défense de la vie et des droits des immigrés doit se créer 158, rue Legendre, mardi, jeudi de 18 h à 21 h, samedi de 15 h à 19 h.

Le 18 octobre, un garçon de seize ans, fils d'un ouvrier plombier, élève de troisième année en C.E.T., est admis d'urgence à l'hôpital de Villeparisis. Il a une balle de revolver logée en plein genou.

Que s'est-il passé ? Pas grand-chose. Il circulait simplement à vélo, vers 21 heures, sans éclairage. Un policier l'a interpellé : il s'est enfui. Incident banal. Ce qui l'est moins, c'est que le flic en question a dégainé son revolver, froidement visé et tiré !

Il faut vite arranger une version de l'événement. Le copain de Gérard, Daniel, est embarqué au commissariat. Il s'agit de lui faire dire qu'au lieu de deux gamins à vélo qui s'enfuyaient, il y avait toute une « bande » agressive et que le flic attaqué a tiré « en état de légitime défense ». On lui passe les

menottes et la séance d'intimidation commence : « Ils tournaient autour de moi en se croquant les doigts comme s'ils préparaient leurs poings », et les coups n'ont pas tardé.

Un cas isolé ? Non ! Deux semaines plus tard, toujours à Villeparisis, c'est sur un jeune de dix-sept ans que tire un autre policier. Il l'avait pris « par erreur » pour un cambrioleur.

Dans cette ville-dortoir qui suc l'ennui et la tristesse, toute une campagne de presse hystérique se développe pour présenter le coin comme une « zone d'insécurité ». Mais ce ne sont pas les flics qui sont mis en accusation : « Il y a 15 % de Nord-Africains dans la circonscription et les jeunes sont dangereux... » Voilà le prétexte trouvé pour annoncer un renforcement des effectifs de police « notoirement insuffisants » !

Laon :

## Les flics ont la gâchette facile

(texte publié par le Groupe de l'Aisne de l'Ecole Emancipée)

Vendredi 10 novembre vers 23 h 10, un gendarme a tiré sur un habitant de Laon, M. Volbrecht, quarante-sept ans, et l'a grièvement blessé. M. Volbrecht se promenait dans les rues de la ville, lorsque deux gendarmes lui ont demandé ses papiers d'identité ; M. Volbrecht a décliné son identité mais a refusé de montrer ses papiers ; aussitôt les gendarmes l'ont empoigné vers le commissariat ; M. Volbrecht s'est débattu et enfui. Les gendarmes l'ont poursuivi et après les « sommations d'usage » l'ont abattu en le touchant à la tête. M. Volbrecht est dans un état grave.

A la suite de ce fait extrêmement grave qui intervient après de nombreux autres identiques, nous posons les questions suivantes :

— Tout promeneur paisible est-il à la merci des balles de la police ?

— Quelles consignes reçoivent policiers ou gendarmes pour qu'un simple

refus de contrôle d'identité se solde par une balle dans la tête ?

Le journal local « L'Union » indique que les autorités, M. Chirol, procureur de la République et le chef d'escadron Garnier, commandant le groupement de gendarmerie de l'Aisne se sont rendues sur les lieux pour déterminer « surtout les raisons qui ont motivé le comportement de M. Volbrecht ». Le scandale, à leurs yeux, c'est la fuite de M. Volbrecht et non qu'il ait été abattu de sang-froid par un de leurs subordonnés.

Que penser d'un régime où les responsables trouvent naturel que leur police joue de la gâchette comme bon lui semble ?

Il est du devoir de chacun de dénoncer de tels faits, ils ont de fâcheux relents d'un passé, pas si lointain, où la force brutale étouffait toute liberté.

Le 16 novembre 1972.

# E. 100 Distributeur de Guozi Shudian (Pékin) les classiques du marxisme-léninisme

Karl Marx  
Friedrich Engels  
**Manifeste du Parti communiste**  
90 pages 13 x 18,5 cm 1,05 F

Karl Marx  
**Travail salarié et Capital**  
98 pages 13 x 18,5 cm 0,85 F

Karl Marx  
**Salaires, prix et profit**  
84 pages 13 x 18,5 cm 0,85 F

Lénine  
**Deux tactiques  
de la social-démocratie  
dans la révolution démocratique**  
176 pages 13 x 18,5 cm 1,55 F

Lénine  
**De l'Etat**  
30 pages 13 x 18,5 cm 0,50 F

**Les prévisions de Lénine  
sur les tempêtes révolutionnaires  
en Orient**  
26 pages 13 x 18,5 cm 0,50 F

Lénine  
**L'impérialisme, stade suprême  
du capitalisme**  
186 pages 13 x 18,5 cm 1,40 F

Lénine  
**L'Etat et la révolution**  
160 pages 13 x 18,5 cm 1,40 F

Lénine  
**La révolution prolétarienne  
et le renégat Kautsky**  
148 pages 13 x 18,5 cm 1,40 F

Lénine  
**Karl Marx**  
72 pages 13 x 18,5 cm 0,85 F

Lénine  
**La maladie infantile du communisme  
(Le « Gauchisme »)**  
138 pages 13 x 18,5 cm 1,20 F

Lénine  
**Lénine sur les questions nationale  
et coloniale**  
46 pages 13 x 18,5 cm 0,50 F

J. Staline  
**Des principes du léninisme**  
130 pages 13 x 18,5 cm 1,20 F

PORT EN SUS : 20 %.

# E. 100

EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE  
B.P. 120 — 75962 Paris Cédex 20

# LES FEMMES DANS LA LUTTE

## A TRAVAIL ÉGAL SALAIRE ÉGAL

C'est là une revendication plus que centenaire des femmes travailleuses. Pour la première fois, la Commune de Paris en a proclamé le principe. Mais il a fallu attendre 1946 pour qu'un texte de loi le rende « obligatoire », en « oubliant » les sanctions indispensables pour qu'il soit effectivement appliqué par les patrons récalcitrants. Depuis, trois autres textes juridiques sont venus confirmer ce principe.

C'est donc une cinquième édition — qui sommeillait dans les tiroirs des ministères depuis 1969 — qu'on vient brusquement de nous brandir sous le nez. C'est que, à date fixe, le gouvernement des monopoles se souvient que les femmes représentent la moitié des électeurs de notre pays ! On leur ménage donc quelques promesses spécifiques, d'autant plus volontiers qu'elles ne coûtent rien.

Car, les chiffres sont là pour en témoigner, il existe toujours une profonde discrimination entre les salaires féminins et masculins. Il y a 5,5 millions de femmes salariées dans notre pays. 54 % d'entre elles gagnent moins de 1 000 F par mois. Sur trois travailleurs payés au S.M.I.C., deux sont des femmes.

A travail égal, à qualification égale, elles gagnent entre 26 à 34 % de moins que les hommes.

Beaucoup plus fréquemment encore les discriminations sont camouflées. Les femmes sont confinées dans des travaux différents de ceux des hommes, baptisés « spécifiquement féminins » et arbitrairement affublés d'un coefficient de valeur inférieur. C'est pourquoi elles sont légion dans les secteurs du textile, de l'habillement, des cuirs et peaux, de l'électronique. « Ce sont des travaux qui n'exigent pas de qualification... », proclament les patrons, « les femmes ne font qu'y employer leur dextérité naturelle ». Mais cette dextérité n'est pas si naturelle que ça. Nombre d'entre elles l'ont acquise par la préparation de C.A.P., de couture notamment, qui enseigne une grande habileté manuelle, dont le patronat a besoin pour certains types de travaux industriels. De même, les critères du travail « pénible » tiennent compte exclusivement des travaux masculins. Est pénible le travail qui demande beaucoup de force et de muscles. Ne l'est pas celui qui use les doigts, les yeux, les nerfs.

L'insuffisance de formation professionnelle — si elle est réelle — n'explique pas tout.

— 27,8 % des titulaires d'un brevet d'études de mécanique — uniquement masculin — gagnent moins de 1 000 F par mois.

— 72 % des titulaires d'un brevet d'études de l'habillement — presque uniquement des femmes — gagnent moins de 1 000 F par mois.

— Parmi les titulaires d'un brevet d'études commerciales, gagnent moins de 1 000 F 35 % des hommes et 55 % des femmes.

Au nom de quoi peut-on justifier que, au sein d'une même entreprise, il y ait 50 % de différence entre le salaire du titulaire d'un C.A.P. d'électricien et celui de la titulaire d'un C.A.P. de sténo-dactylo ?

Le patronat n'est pas prêt à renoncer à la substantielle source de bénéfice que constitue pour lui la main-d'œuvre féminine. Une fois de plus, les sanctions prévues dans le nouveau projet de loi sont dérisoires : de faibles amendes dont le patronat se moque éperdument.

C'est pourquoi les femmes travailleuses doivent prendre en main la lutte pour imposer leur juste revendication « A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL » ; c'est aussi celle des travailleurs immigrés, des jeunes, victimes d'une discrimination identique. C'est une revendication unificatrice de la classe ouvrière tout entière.

## Les femmes de mineurs prennent la parole

*La grève des mineurs, c'est aussi l'affaire des femmes. Depuis le début du conflit, elles ont activement participé aux manifestations, aux meetings, aux déplacements à Paris, à l'organisation de la solidarité, aux piquets de grève, même. Elles se sont organisées entre elles pour cela, y compris sur le plan ménager, la garde des enfants, pour être le plus disponibles possible, pour contribuer à ce que cette grève soit victorieuse. Car elles aussi ont des choses à dire à cette occasion. En leur nom, quatre mères de familles, femmes de grévistes, ont pris la parole, écoutons-les :*

« La grève dans les mines on en parle un peu partout, mais nous autres femmes nous constatons que si les syndicalistes ont leur place et le moyen de s'affirmer, il n'en est pas de même pour nous.

« Les absences multipliées, la fatigue, l'énerverment du mari ne sont pas favorables au climat familial, pourtant nous les soutenons dans cette lutte pour plus de justice, de vérité, de responsabilité.

« Ne sommes-nous pas les premières à subir les conséquences de la dégradation du pouvoir d'achat ? (difficulté à joindre les deux bouts)...

« Nos maris, l'un ouvrier du jour catégorie 5 gagne 1.220 F par mois plus une prime de chauffage qui s'élève à 600 F par an (alors que

les cadres touchent pour le chauffage 4.800 F par an); l'autre ouvrier du fond catégorie 7 (la catégorie la plus élevée du personnel ouvrier du fond) gagne 2.000 F. Il existe au fond des pères de famille de la catégorie 3 qui ne gagnent que 1.500 F par mois. Nous sommes bien placées pour connaître les répercussions qu'entraîne le dur métier de mineur, santé, fatigue, énerverment, accidents (entre 600 et 800 par an), dont plusieurs mortels. Cette situation est souvent aggravée par les changements de poste et nous estimons que ces conditions justifieraient largement une meilleure rémunération...

« Nous savons que la femme a un rôle déterminant à jouer dans la grève. Nous savons que la femme est souvent à l'origine des ruptures de grève (en faisant pression sur les maris — engueulades). Alors avons-nous simplement à rester dans notre cuisine à faire la popote ou ne devons-nous pas mettre la main à la pâte ? Ne serait-ce pas le moyen de nous exprimer, nous valoriser en tant que femmes responsables dans ce qu'elles font ? C'est un appel de notre part que nous vous lançons ! Nous, en dépit de tout nous resterons solidaires avec nos maris, nous lutterons avec eux car nous savons que notre combat va dans le sens de la libération de l'homme. »

## Jugement de Bobigny

### LE SCANDALE CONTINUE

Les juges de Bobigny ont donc rendu leur verdict : la mère de Marie-Claire, Mme Chevalier, est condamnée à une amende de 500 francs avec sursis, la personne qui avait pratiqué l'avortement à un an de prison avec sursis, les camarades de travail de Mme Chevalier qui l'avaient aidée à obtenir cette adresse ont été relaxées.

Les peines distribuées sont donc légères en regard de celles — très lourdes — que prévoit la loi de 1920. Mais le scandale demeure et il durera tant que durera cette loi criminelle, responsable de la mort de milliers de femmes chaque année (voir l'Humanité Rouge n° 162).

L'apreté de la résistance de la bourgeoisie sur cette question témoigne assez du caractère très important qu'elle présente pour ses intérêts et ses profits. C'est ce qui explique les grandes manœuvres de la réaction, provoquées par la mise en lumière de l'iniquité de la législation française sur l'avortement : blâme public de l'Ordre des médecins (création de Pétain destinée à faire régner un certain « ordre moral ») au professeur Milliez pour son témoignage au procès de Bobigny, désapprobation officielle de cette attitude courageuse par le ministre de la Santé, affirmant froidement : « Les vices des riches ne doivent pas devenir ceux des pauvres » ! offensive de la grande presse multipliant les déclarations du genre :

« La vantardise de la minorité qui avorte est une insulte au seul véritable courage : celui des femmes qui ont suffisamment conscience de leur dignité, pour, mariée ou pas, accueillir et élever tous leurs enfants, voulus ou non... » ou encore : « ... Il n'y a pratiquement pas d'exemple que la venue d'un enfant ne constitue une charge pour la mère ou le foyer. Mais nous croyons aussi qu'il n'y a pas d'exemple que cette charge ne puisse être assumée », quand ce n'est pas : « Nous paraît indigne du nom de femme la personne qui entretient volontairement des rapports sexuels avec un homme dont il lui serait inconcevable de conserver l'enfant si elle venait à être enceinte. »

Cet ordre-là n'a qu'une fonction : imposer aux femmes de notre peuple d'avoir des enfants, beaucoup d'enfants, dont les exploiters puissent sucer la sueur et le sang !

Mais c'est pourtant une défaite retentissante que le tranquille courage de Marie-Claire, de sa mère et de ses amies, a infligé aux forces de la réaction. Car, autour d'elles, autour de leur drame, s'est créé un puissant mouvement de solidarité qui a su canaliser la colère de toutes les femmes de notre peuple. Elles sont en effet les premières victimes de ceux qui entendent cyniquement décider, à leur place, de leur vie, de leur santé, et parfois, de leur mort.

De nombreuses voix d'hommes honnêtes, de progressistes, se sont aussi élevées en leur faveur, en faveur de toutes les femmes appelées à se trouver dans leur situation. Et elles ont été largement entendues.

A l'heure actuelle, la lutte doit se poursuivre pour imposer l'abrogation de la loi répressive, la possibilité d'une libre information et pratique de la contraception donnée à tous, la revendication de l'avortement libre et gratuit qui reste l'ultime recours pour les femmes de décider librement de leur corps, de la vie qu'elles acceptent ou non de donner. Cette décision, nul ne peut s'arroger le droit de la prendre à sa place. Cela, il est bon de le rappeler à l'heure où le P.-C. > F. se borne à proposer « d'élargir les indications de

l'avortement thérapeutique en vue de prévenir des malformations congénitales, de sauvegarder l'équilibre psychique de la mère et de tenir compte de certaines conditions défavorables de la famille ».

C'est dans le cadre de ce combat que nous publions ci-dessous des extraits de certaines interventions prononcées à la barre des accusés et des témoins du procès de Bobigny.

Mme CHEVALIER. — On a commencé par consulter un docteur, un gynécologue, qui m'a demandé 4 500 francs pour faire avorter ma fille. C'était pratiquement impossible, j'élevais seule mes trois enfants, il a fallu chercher ailleurs.

LE PRESIDENT. — Cela vous a coûté combien finalement ?

Mme CHEVALIER. — Plus de 300 000 francs.

LE PRESIDENT. — Vous gagnez combien par mois ?

Mme CHEVALIER. — 1 500 francs par mois... Je suis moi-même mère célibataire. J'ai vécu cela, je le vis encore, les humiliations, les affrontements, montrée du doigt, mère célibataire, alors ça, en aucun cas, je n'aurais permis que ma fille subisse le calvaire que j'ai vécu.

Mme BAMBUCK (qui a pratiqué l'avortement). — Je ne voulais pas le faire, elle m'a retéléphoné, j'ai eu pitié. Je n'ai pas conscience d'avoir mal agi.

LE PRESIDENT. — Vous avez perçu une somme d'argent ?

Mme BAMBUCK. — 1 200 francs. J'avais des impôts à payer et comme j'étais veuve avec deux enfants, j'ai payé mes impôts avec cela.

LE PRESIDENT. — Cela n'était pas la première fois que vous procédiez ?

Mme BAMBUCK. — A l'époque, la pilule n'existait pas. J'avais un mari égoïste, il me disait : « Ma fille, débrouille-toi. » Voilà comment j'ai appris.

Témoignage du professeur MILLIEZ, doyen de la faculté de Médecine, Broussais, Hôtel-Dieu. — Il n'est pas d'exemple actuellement en France qu'une femme riche ne puisse pas se faire avorter. Mais des femmes pauvres... j'en ai vu mourir des dizaines qui avaient pratiqué un avortement clandestin... J'ai enseigné des avorteurs clandestins indirectement pendant des années parce que, comme je voyais venir mourir à Broussais les femmes qui étaient avortées par des gens qui n'étaient pas qualifiés, j'ai fait de l'enseignement. J'ai répété à mes infirmiers, à mes étudiants, pendant des mois : Vous n'avez pas le droit de faire un avortement sans donner de la pénicilline... Il est anormal que dans un pays développé on ne dise pas aux femmes : « Vous pouvez vous servir de certains moyens » quand elles ne veulent pas avoir d'enfants. Nous sommes des bourgeois cultivés, nous connaissons les méthodes ; mais comment voulez-vous que le peuple français les connaisse si on ne les lui a pas enseignées ?

Mme IFF, vice-présidente du Planning familial, relate sa récente entrevue avec le directeur pédagogique de l'enseignement primaire. — Il nous a dit : « Pas question d'informer les jeunes sur la contraception de manière officielle. Continuez vos initiatives privées si vous voulez, nous ne vous en empêcherons pas, mais nous ne vous donnerons pas de crédits. »

## A propos de notre brochure

# « FACE AU GAUCHISME MODERNE »

Chers camarades,

A propos de « Face au gauchisme moderne ».

Je réponds enfin à votre appel, après avoir pris connaissance des premiers éléments de critique et de rectification dans les numéros 160 et 166. J'ai beaucoup milité en milieu lycéen et étudiant, je le fais encore dans la mesure du possible, et j'ai souvent eu l'occasion de voir à l'œuvre les formations gauchistes. Aussi puis-je vous faire part des observations suivantes :

1) D'abord, une remarque générale : En ce qui concerne l'analyse idéologique du gauchisme, il n'apparaît pas assez qu'opportunisme de droite et opportunisme de gauche sont les 2 termes contradictoires d'un MEME et UNIQUE phénomène, ce qu'a très bien expliqué Lénine dans « La Maladie Infantile », et ce que la pratique n'a cessé de confirmer depuis lors : entre autres exemples, l'histoire du P.C.C. et, en ce qui nous intéresse, — illustration magnifique que vous n'avez pas assez exploitée —, le cas de la « G.P. », dont l'évolution a été une perpétuelle et SYSTEMATIQUE oscillation de gauche à droite et vice-versa, du fait de son mépris, permanent, lui, de l'idéologie marxiste-léniniste.

Evidemment, (et ceci vous l'avez souligné), de là découle le fait que gauchisme et révisionnisme se nourrissent mutuellement, et que, très concrètement, la « G.P. » a rendu d'appréciables services au Parti de Marchais-le-kollabo, même si ce dernier supporte la responsabilité fondamentale et première de l'abandon de la lutte de classes conséquente, abandon engendreur inévitable de « déesesperados » et autres impatients petits-bourgeois (y compris dans le mouvement ouvrier parfois).

2) Sur la Ligue « communiste », vos appréciations sur la voie « révolutionnaire violente » qu'elle préconiserait m'ont paru fort rapides. Je n'ai pas lu le récent programme de la Ligue (« Ce que veut la L.C. »), mais il me souvient que son manifeste sorti en 1969 lors de la candidature Krivine lançait allégrement le mot d'ordre d'« Assemblée Constituante » devant être élue dans une situation de double pouvoir, « contrôle ouvrier » à l'appui (comme si Marcellin n'avait pas tiré les leçons de Kérénski !).

Vous auriez pu également mentionner, outre son aspect bureaucratique comme vous le reproche justement la critique du numéro 160, le style de travail particulièrement pourri et caractéristique de la Ligue. Je peux témoigner de « cellules » de lycées de la « L.C. » qui se sont développées par la seule prise en charge de toutes les illusions petites-bourgeoises du style « Révolution Sexuelle », ou de groupes de quartiers arrivant sur les marchés le dimanche à 1 heure de la fin, et quand il fait beau seulement.

La Ligue, d'autre part, n'a jamais dénoncé dans la néo-bourgeoisie au pouvoir en U.R.S.S. autre chose qu'une « bureaucratie » dans l'absolu, qui ne serait pas une classe, mais une « dé-

formation » abstraite surgie comme un épiphénomène. (Faute de mieux, ils invoquent la « raison » du Socialisme dans un seul pays). Même attitude mécaniste lorsqu'il s'agit de définir les agents du capital à la tête du P.C.F., toujours sous prétexte qu'ils ne sont pas eux-mêmes des patrons.

3) Sur l'A.I.S., un petit complément d'information : le fameux Lambert, à l'époque responsable assez élevé dans la C.G.T. des Assurances, et peut-être membre du P.C.F. (à vérifier) s'est fait « scandaleusement exclure » pour avoir dit ouvertement : « Non, Tito n'est pas un fasciste ! » vers 1950, au moment même où cet archi-rénégat massacrait des dizaines de milliers de communistes yougoslaves pour avoir approuvé la juste directive du Kominform qui le démasquait. Dans ce soutien actif à la clique Tito, Lambert avait au moins un allié : Khrouchtchev. Vous retrouverez cet épisode inscrit en toutes lettres dans un numéro de « Jeune Révolutionnaire » datant du printemps 72.

4) Sur les C.I.C., je partage la critique qui vous est adressée dans H.R. 166 : Méfions-nous de ces « anti-révélionnistes inconséquents » qui, effectivement, à mon avis, sont plus près de la tendance italienne « polycentriste », voire des trotskystes, que du marxisme-léninisme, si glorieux que soit le passé de leurs chefs, ce qui ne doit pas nous obnubiler, ni justifier à leur égard la moindre concession idéologique ni la moindre démagogie.

J'ai personnellement connu un élément connu du P.C.F. qui a suivi un moment l'orientation des C.I.C. avec lesquels il a parait-il été en contact (du temps d'« Unir-Débat »). Il s'agit d'Arthur Giovoni, ancien chef F.T.P.F., libérateur de la Corse. Je ne puis que vous affirmer sa complète dégénérescence sociale-démocrate. D'ailleurs, je me souviens d'attaques particulièrement basses et imbéciles parues dans « Unir-Débat » en 69 contre l'Albanie Rouge (« Le fusil d'une main, la pioche de l'autre... comment font-ils pour viser ? »).

Leur attitude relativement positive vis-à-vis de la Chine n'est pas un critère à utiliser seul dans l'analyse à leur appliquer : N'a-t-on pas vu le sinistre agent de l'oligarchie yankee-franquiste Carillo se mettre subitement à louer « l'expérience chinoise » du jour où il a cru pouvoir trouver auprès du P.C.C. de quoi redorer son blason terni auprès du peuple espagnol ?

5) Je reviens plus précisément sur la rubrique consacrée à la « G.P. », certes complète, mais mal construite et pas assez creusée au niveau de la dénonciation idéologique :

Il aurait fallu essayer de montrer les « phases » successivement droitières et gauchistes de la G.P. : période des sabotages, attaques de commandos, coup d'éclat populistes style Fauchon, « reprise individuelle » préconisée dans les prisonniers sous le mot d'ordre : « Volons les voleurs ». Puis la période « démocratique » (selon les termes de la C.D.P.), sous le haut patronnage de Sartre, après le coup d'arrêt cuisant

de l'interdiction de la « Cause du Peuple » et du procès Geismar du 27 mai 1970 : Fêtes « populaires », tribunaux « populaires », campagnes exclusives et successives sur les immigrés, les mal-logés, les vacances (à chaque fois, échec lamentable, tant pour les occupations de maisons que pour « l'été chaud », les « longues marches » ou la campagne « pas de vacances pour les riches »), pour en arriver maintenant aux affaires de droit commun présentées en fait comme telles (Comités « pour la Vérité et la Justice » après l'affaire de Bruay et la libération de Tramoni). Donc, il manque dans notre brochure au moins un sommaire historique très illustrateur de l'opportunisme congénital de la « G.P. ».

En second lieu, il aurait fallu citer et démontrer politiquement les sophismes à 100 % économistes-spontanistes de la « G.P. », entre autres la théorie de « l'ouvrier dur », qui a donné naissance aux « groupes ouvriers anti-flics » (on retrouve bien là ce thème, cher au cœur de tels anarchisants, de la « révolte anti-arbitraire »). En effet, l'« ouvrier dur » conçu par la « G.P. » est exactement le même que celui qu'idéalisaient les économistes russes fustigés dans « Que Faire ? » : Aucun travailleur, si combatif soit-il dans la lutte revendicative, ne saurait être pour autant un révolutionnaire, s'ils n'intervient pas au niveau de l'action politique, s'il ne reçoit pas de formation idéologique

et politique, s'il n'est pas organisé dans le Parti du Proletariat. La théorie des sabotages, elle aussi caractéristique des premiers âges du mouvement ouvrier, et par là-même du vieillot de l'idéologie de ces soi-disant « nouveaux partisans », non seulement repose sur le putschisme coupé des masses, mais, et cet argument me paraît tout aussi convainquant, n'est pas de nature à porter un préjudice efficace au capital : Que représentent quelques moteurs de R 4 truffés de boulons sur les centaines de mille sorties chaque année, et sur les graphiques de profit de M. Dreyfus ? Par contre, ça représente des mois de prison pour chaque boulon au travailleur qui se fait pincer. Pas plus que lorsque De Grailly a été tabassé dans a été attaqué par un commando, ou lorsque De Grailly a été tabassé dans une camionnette, la Révolution n'a pas avancé d'un pouce, ni dans la réalité, ni dans les idées.

Voilà. Je pense vous avoir tout rapporté de mes réflexions à la lecture de « Face au Gauchisme moderne ». Puisse-t-elle devenir, après les quelques rectifications de détail et mises à jour qui s'imposent, une arme encore plus acérée dans la défense du Marxisme-Léninisme, l'extirpation des herbes vénéreuses trotskystes et anarchistes, dans le renforcement multiforme de l'avant-garde marxiste-léniniste.

Fraternelles salutations.

Un Lecteur.

(En vente dès la semaine prochaine)

Une nouvelle brochure :

## LE PROGRAMME DE LA « LIGUE COMMUNISTE » : CONFUSION et OPPORTUNISTE

(Extrait du chapitre sur les trotskystes et la bureaucratie.)

Est-ce parce que 2 millions d'hommes libres sont quantité négligeable aux yeux de la secte de M. Krivine ou alors parce qu'il a peur de la vérité, toujours est-il que le Bureau politique n'a pas daigné accorder une ligne, pas une seule, à l'Albanie socialiste, au Parti du Travail d'Albanie et à son éminent dirigeant Enver Hoxha. Pourtant l'Albanie n'est pas si loin et nombre de jeunes et de travailleurs de France ont pu la visiter, discuter avec le peuple frère albanais. Ceux-là ont pu juger de l'importance fondamentale qu'attache le Parti du Travail d'Albanie et le camarade Enver Hoxha à la lutte contre le bureaucratisme. Citons des témoignages :

« Un exemple : les syndicats avaient tendance à donner la priorité aux problèmes économiques et à enfermer les ouvriers dans la coquille de leur entreprise.

« En 1968, le Parti et le camarade Enver ont frappé du poing sur la table, stigmatisant ces déviations bureaucratiques. Enver Hoxha (lors d'un important discours prononcé le 9 avril 1968), a proposé de combiner le contrôle exercé d'EN HAUT par la classe ouvrière, à travers le Parti et l'Etat prolétarien, avec le contrôle DIRECT exercé d'en bas.

« Ce contrôle DIRECT doit s'exercer non seulement dans l'entreprise, mais aussi HORS DE L'ENTREPRISE, sur des problèmes sociaux ou politiques d'intérêts généraux. C'est de cette façon que la classe ouvrière albanaise manifeste qu'elle est la classe au pouvoir.

« Nous avons eu l'occasion de discuter de cette question avec une vingtaine d'ouvriers de la N.S.H.O.A. de Tirana (c'est une importante entreprise de réparation d'automobiles et de camions, comptant 300 ouvriers).

« Les ouvriers nous ont déclaré :

« A l'intérieur de l'usine, nous contrôlons par exemple la QUALITE du travail. Le syndicat organise une assemblée générale de tous les ouvriers, où on discute de ce problème précis. Pendant 10 ou 15 jours, le contrôle est exercé par tous les ouvriers sur la qualité du travail. On rédige un rapport, qui est présenté à une nouvelle assemblée générale. Les défauts sont alors bien mis en valeur et on décide des mesures à prendre pour les éliminer. Nous contrôlons également l'administration : chez nous, les cadres doivent faire 100 jours par an de travail à la production. Nous examinons comment ils ont effectué ce travail et nous en faisons le bilan. Nous exerçons également notre contrôle sur le directeur de l'usine. Nous lui disons : tu as telle tâche à accomplir, l'as-tu faite ou non ? Nous contrôlons comment il l'a accomplie. »

« Le contrôle ouvrier s'exerce également hors de l'entreprise, souvent en commun avec des ouvriers d'autres entreprises. Il peut porter sur tous les problèmes : l'enseignement, les crèches, le travail de tel ministère, les services de santé, etc. »

Les travailleurs français sont curieux de savoir ce que les dirigeants trotskystes pensent de tels faits. Voilà pour eux une occasion de parler de la lutte anti-bureaucratique avec des faits contrôlables sous les yeux. Resteront-ils muets ? Sans doute, car en Albanie, pour mener le peuple à la victoire, le Parti du Travail d'Albanie a dû éliminer l'influence contre-révolutionnaire des fractions trotskystes.

Commandez,

étudiez,

## « Face au gauchisme moderne »

(par notre intermédiaire)

PRIX : 3 F — Ajoutez 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

# QUE MANIGANCE NIXON ?

Nixon n'a toujours pas signé l'accord sur la cessation de la guerre pour le rétablissement de la paix au Vietnam, qu'il avait conclu avec les représentants de la République Démocratique du Vietnam. Depuis fin octobre, il diffère sa signature. Que manigance-t-il ?

Nixon prétexte les « difficultés » causées par sa marionnette Nguyen Van Thieu ; et après avoir accepté l'accord, il affirme que des « points cruciaux » sont à revoir ! Son homme de confiance, Kissinger est de belle humeur : quelques points de détail à régler dit-il ; et en privé, il maintient que Thieu cédera « quand nous voudrons ». De retour à Paris pour réexaminer l'accord avec les représentants de la R.D.V., il proclame y rester jusqu'à la signature... Mais le voilà déjà reparti... et il ne reviendrait que le 4 décembre. Contradictions, fausses rumeurs, mensonges... que signifie tout ceci ?

— Une première chose : Nixon n'a pas tenu parole. Sa conduite ressemble fort au double jeu. Avant les élections américaines, il conclut un accord : ça rapporte des voix ! Après, Nixon se croit « tout-puissant » et tente d'échapper à la réalité : la défaite yankee au Vietnam.

— Le manège de Washington, les paroles rassurantes de Kissinger, visent à MASQUER un autre aspect de la réalité : LE PENTAGONE INTENSIFIE SA GUERRE D'AGRESSION. Nixon n'a pas perdu le fol espoir de continuer à faire du Sud-Vietnam une néo-colonie yankee dans le Sud-Est Asiatique.

## NIXON INTENSIFIE LA GUERRE !

Depuis fin octobre, le Pentagone a multiplié les livraisons d'armes ; un véritable pont aérien à large rayon réapprovisionne Thieu au Vietnam et Lon Nol au Cambodge. 650 avions — dont des C. 130 —, destroyers et croiseurs, blindés et tanks pour Thieu ; 40 Phantoms et des armes pour Taïwan et des armes en quantité pour Phnom-Penh. Des « conseillers civils », militaires U.S. déguisés, sont arrivés dans les capitales pour renforcer « la capacité d'auto-défense » des fantoches.

Les bombardements n'ont pas cessé ; bien au contraire. Au Nord, villages et villes sont toujours visés sans répit. Ces dernières se-



Dans les zones libérées du Cambodge, des combattants de l'Armée populaire parmi la population.

maines, les paysans des alentours de Saigon ont reconstruit leurs maisons — 2, 3, 4 fois ! Pour « pacifier », l'aviation pilonne, détruit et tue ; dans les villes, pour réduire le peuple au silence, on traque les patriotes, on les torture, on les assassine...

## LES PEUPLES COMBATTENT POUR GAGNER LEUR PAIX !

Mais les peuples ne gardent pas le silence ; ils parlent et combattent pour gagner leur paix DANS L'INDEPENDANCE ET LA LIBERTE.

Dans les villages proches de Saïgon, les paysans parlent de la paix dans UN VIETNAM SANS ARMA-DA U.S. et SANS THIEU. Ecoutons une vieille paysanne :

« S'ils veulent écrire la vérité, les journalistes doivent se renseigner auprès de la population, non auprès des autorités. Ce que dit le gouvernement, le peuple ne le dit pas. Le gouvernement a beau crier, le peuple n'est pas content. Il nous faut la paix à tout prix. » Et elle reprend : « Les chars brûlent nos maisons ; Nixon doit arrêter la guerre. Et si notre gouvernement

n'est pas d'accord, il n'a qu'à lui couper l'aide. »

Une autre ajoute :

« Il n'y en a qu'un qui est pour la guerre et vous savez très bien qui. »

Le correspondant du « Monde » rapporte ces propos en titrant : « Il nous faut la paix à tout prix » ; Oui, une paix sans les bellicistes à la Thieu et SANS NIXON. Pas n'importe quelle paix. C'est pour elle que les patriotes du Vietnam combattent depuis des dizaines d'années ; c'est pour elle qu'ils combattent aujourd'hui.

Que Nixon prenne garde ! Espère-t-il faire des pressions de dernière minute sur les combattants : quelle illusion ! Ou bien veut-il gagner du temps pour tenter de reprendre en main une situation désespérée sur le plan militaire et politique ? Là encore Nixon nourrit bien des illusions. Le « Nhan Dan », journal du Parti du Travail de la R.D.V., affirme que « si les Etats-Unis refusent de prouver par des actes » qu'ils respectent les accords d'octobre, le peuple vietnamien poursuivra « dans la voie qu'il suit depuis plusieurs années », CELLE DE LA LUTTE. Et la défaite de Nixon sera

plus retentissante encore !

Au Laos même scénario de Nixon, qui, à la fois bloque les discussions entre les forces patriotiques et les fantoches de Vientiane et développe la guerre d'agression (opération « Tanla » dans la Plaine des Jarres, opération Sing Dam des bataillons thaïlandais). Le peuple lao et ses forces armées ont riposté du tac au tac ; elles ont complètement libéré la ville de Saravane. Le peuple lao ne s'en laisse pas compter par Nixon l'agresseur.

Au Cambodge, Nixon a bien essayé de lancer la rumeur « d'un cessez-le-feu sur place » tout en augmentant son soutien à l'armée de Phnom Penh. Peine perdue, les forces armées khmères poursuivent leurs assauts contre les fantoches ; ils tiennent plus serré encore leur encerclement de la capitale et menacent les principales routes du pays !

En Indochine, Nixon est dans une situation on ne peut plus difficile ; et par toutes sortes de manigances, il tente de la reprendre en main. C'est peine perdue pour lui ; tôt ou tard les peuples lui feront entendre raison.

# QUI EST N'GUYEN VAN THIEU ?

« Un grand homme d'Etat », selon... Nixon. Un hommage du criminel à son pareil. Un nationaliste convaincu prêt à tenir tête à Nixon, proclame la presse... oubliant une « petite chose » : c'est l'impérialisme qui a fait Thieu et c'est lui qui le maintient en place...

## Une créature de l'impérialisme

Thieu est un mercenaire du corps expéditionnaire français ; débuts prometteurs d'un « nationaliste » nouveau genre ! En 1957, il suit des cours d'état-major dans une école d'officiers... à Fort Deavon (Etats-Unis). Là, il se fait remarquer par Taylor, ...et le Pentagone ne l'oublie pas quand il cherche son « homme » parmi les généraux en mal de pouvoir.

Thieu est un des plus habiles d'entre eux ; à chaque complot, il est dans les deux camps et s'arrange pour en tirer profit. En 1960, il complotait avec Minh contre Diem : échec, il prête alors serment à Diem. En novembre 63, il est — en dernière minute — avec Minh contre Diem de nouveau ; puis il trahit Minh et sou-

tient Khanh... pour comploter contre lui ensuite. « Un président-girouette », dit-on à Saïgon, catholique pour plaire à Diem, bouddhiste quand il visite une pagode. Une parfaite réplique de ses « parents adoptifs », les impérialistes américains : tout est bon pour arriver au pouvoir !

Et tandis que la guerre d'agression meurtrit cruellement le peuple vietnamien, Thieu approvisionne ses comptes en banque à l'étranger. Le marché noir d'héroïne, d'ivoire et de cannelle, toutes les affaires de concussion passent par « le Palais de l'Indépendance » où Thieu préleve de forts pourcentages, révèlent des commissions d'enquête américaines. Le neveu de Thieu, N'guyen Van Hieu, ambassadeur, ne cesse de sillonner l'Europe pour gérer l'immense fortune de la famille. Quant à la femme de Thieu, c'est une « femme d'affaires » fort réputée, à l'affût de tous les sinistres et inondations possibles. Présidente des « comités de secours », elle opère de gros prélèvements sur les dons destinés aux victimes. Là encore, Thieu est bien un fidèle disciple de ses maîtres, requins impérialistes !

## Une marionnette yankee

Disciple reconnaissant et empressé qui n'a pas hésité à vendre son pays aux agresseurs. C'est Thieu qui a donné sa caution au débarquement en masse de un demi million de GI's au Sud-Vietnam. C'est lui qui a cédé Cam Ranh, Da Nang, Qui Nhon pour 99 ans aux Etats-Unis.

A Saïgon, c'est l'ambassadeur U.S. Bunker qui gouverne. Chaque semaine, il donne ses instructions et Thieu exécute... sérieusement contrôlé par Bunker ! C'est l'armée de Thieu qui a exécuté les opérations de « pacification » dans les campagnes : exécutions de patriotes, déplacement et regroupement de centaines de milliers de personnes dans des villages, véritables camps de concentration ! Sous direction du Pentagone ! C'est l'administration de Thieu qui emprisonne plusieurs centaines de personnes par semaine dans les geôles innommables du Sud-Vietnam. Sous contrôle de la C.I.A. ! Rien n'arrête Thieu pour prouver son zèle. Et aucun Vietnamien n'a oublié le jour où Thieu, paradant sur le porte-avions « Indépendance », a « glorieusement » mis sa signature sur une bombe de 250 kg destinée... au peu-

ple vietnamien du Nord !

Tel est le TORTIONNAIRE THIEU, une MARIONNETTE qui exécute les visées agressives de l'impérialisme américain. Moyennant dollars et armes à gogo.

## Thieu, une « difficulté » pour Nixon ?

Aujourd'hui, la devise de Thieu, c'est : « exterminer tous les communistes avant, pendant et après le cessez-le-feu. Exterminer tous les opposants au régime, les partisans de la troisième composante ». Voilà un programme auquel Nixon pourrait encore souscrire, s'il était possible... Accolé de toutes parts, Nixon a dû prendre une autre voie : celle de la paix. Bien sûr, on ne peut exclure des contradictions entre le maître en difficulté et le valet qui trouvait bien bonne la place... MAIS, SANS L'AIDE U.S., THIEU N'EST RIEN ! Et « l'obstacle Thieu » à la paix n'est rien d'autre qu'un obstacle entretenu par Nixon lui-même.

Aujourd'hui, si l'accord sur la « cessation de la guerre » n'est pas signé, C'EST NIXON LE RESPONSABLE ; PERSONNE D'AUTRE !